

CONFÉRENCES | SYMPOSIUM INTERNATIONAL | COLLOQUE
ÉTUDIANT | ATELIERS | COLLABORATIONS INTERNATIONALES

Rencontres

DROITS ET RÉSISTANCES NUMÉRIQUES EN CONTEXTE FRANCOPHONE

MONTRÉAL, 21-24 MAI 2024

PRÉSENTÉ PAR :

**lab—
delta** droits en ligne
et technologies
alternatives

PROGRAMMATION COMPLÈTE

(MISE À JOUR : 2 AVRIL 2024)

ORGANISÉ PAR :

Le comité d'organisation :

Stéphane Couture
Sophie Toupin
(co-direction, Lab-Delta)

Chanel Robin ;
Adel Aouam ;
Marvin Ceinos Dumont ;
Christopher Housseaux.
(Étudiant-e-s de 2e cycle, UdeM, Canada)

Le comité de programme :

Abdelaziz Blilid
(Université Sultan Moulay Slimane, Maroc)

Alexandra Haché
(Digital Defenders Partnership, France/Espagne)

Destiny Tchehouali
(Université du Québec à Montréal, Canada)

Francesca Musiani
(Centre Internet et Société, France)

Guillaume Latzko-Toth
(Université Laval, Canada)

Sarah Choukah
(Université de l'Ontario français, Canada)

Sophie Toupin
(Université Laval, Canada)

Stéphane Couture
(Université de Montréal, Canada)

MERCI À NOS PARTENAIRES :



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada



Laboratoire sur
la communication
et le numérique



Pôle d'études
et de recherche
en cultures
numériques



Université de
l'Ontario français



Université
de Montréal



centre
internet
et société



Centre interuniversitaire
de recherche sur la science
et la technologie



Internet Society
Chapitre Québec
Canada



le ciel



MACHINE
AGENCIES



APC
Association pour la
protection des
communications



FACIL
Pour l'appropriation collective
de l'information libre



Centre de recherche sur
les innovations et les
transformations sociales



CHAIRE
RECHERCHE
DU CANADA
ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET
DROITS HUMAINS



AMNISTIE
INTERNATIONALE



COLIBEX
Association pour la
liberté d'expression



UNIVERSITÉ
LAVAL



Alternatives



PROTEGE QV
Programme de soutien
Criminologie et de la sécurité de la vie



Centre de recherche sur
les innovations et les
transformations sociales



eQualité

INTRODUCTION

Cet événement est présenté par le Lab-Delta (labdelta.ca), un laboratoire de recherche et d'action ayant pour objectif principal de produire des recherches et des outils à l'intersection de la technologie, de l'activisme politique et de la réflexion critique. Le Lab-Delta est co-dirigé par les professeur·e·s Stéphane Couture de l'Université de Montréal (UdeM) et Sophie Toupin de l'Université Laval.

Le Lab-Delta, avec le soutien de plusieurs groupes universitaires et organisations de la société civile, lance aujourd'hui la programmation des Rencontres « Droits et résistances numériques en contexte francophone ». Sous forme de panels, ateliers pratiques ou tables rondes, ces « Rencontres » se dérouleront du 21 au 24 mai prochains au Pavillon J.-A.-DeSève de l'UQAM. Ce sont au total une cinquantaine de présentations de conférencier·ère·s provenant d'une douzaine de pays qui vous attendent !

Les discussions porteront sur des thèmes variés comme la censure des voix pro-palestiniennes sur les médias sociaux, l'impact de l'intelligence artificielle sur les droits de la personne et la présentation de diverses alternatives aux plateformes des géants du numérique. Une séance est également consacrée aux projets et initiatives autochtones.

Qu'entendons-nous par droits et résistances numériques ?

« Droits numériques » : la manière dont les droits individuels et collectifs s'actualisent sur Internet et en contexte numérique, mais aussi (et surtout) à un mouvement social de revendication de ces droits ;

« Résistances numériques » : l'utilisation des technologies numériques à des fins de contestation, à des formes d'action ou de revendication, qui ont pour objet le design ou l'existence même de certaines technologies numériques.

Pour plus d'information et vous inscrire, consultez notre site web :
<https://www.labdelta.ca/rencontres2024/>

INFORMATIONS IMPORTANTES

IMPORTANT : L'inscription est gratuite mais obligatoire, y compris pour les personnes qui présenteront : cliquez [ici](#) pour vous inscrire.

Lieu et salles :

- Le colloque se déroulera au campus central de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), plus précisément aux salles **DS-1520, DS-1525 et DS-1540** du **pavillon J.-A-DeSève**, près la station de métro Berri-UQAM au centre-ville de Montréal ([voir plan](#)). Les salles sont accessibles aux personnes à mobilité réduite.
- Les salles sont adjacentes et les lieux de chaque session seront explicitement identifiés sur place (session n° 1, session n° 2).
- Les locaux des conférences introductives et plénières seront confirmés sous peu ; les mises à jour se retrouveront sur notre site web : <https://www.labdelta.ca/rencontres2024/>.

Format :

- Afin de permettre une participation internationale, la plupart des sessions seront accessibles en format hybride. Nous prévoyons utiliser le logiciel *BigBlueButton* pour ce faire. Des directives seront publiées plus tard.
- Les présentations sont organisées en deux sessions simultanées prévues pour créer des parcours thématiques. Les présentations de la session 1 s'articulent autour de la thématique « Droits humains internationaux et justice sociale » et celles de la session 2 autour de la thématique « Technologies alternatives et littératie numérique ».

Journée du 24 mai :

- Le dernier jour sera consacré à des séances de travail concernant de possibles concertations futures, à l'aune de ce qui aura été discuté pendant l'événement. Détails à venir.

Notez que le programme est sujet à changements. **Assurez-vous de télécharger la plus récente version au moment de l'événement !**

Merci et au plaisir de vous rencontrer !

L'équipe du Lab-Delta

RECONNAISSANCE TERRITORIALE

Le comité d'organisation souhaite reconnaître que les terres de l'Île de Tiohtià:ke/Montréal, sur lesquelles se dérouleront les Rencontres, font partie d'un territoire ancestral qui a longtemps servi de lieu de vie, de rencontres et d'échanges entre les peuples autochtones, notamment la nation Kanien'kehá:ka (Mohawk). Nous honorons, respectons et reconnaissons ces nations qui n'ont jamais cédé leurs droits ni leur autorité souveraine sur ces terres et ces eaux.

Texte adapté du Groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines (GRIAAC).

Pour en savoir plus sur les pratiques de reconnaissances territoriales, nous vous invitons à consulter [cette page de l'Encyclopédie canadienne](https://decolonialatlas.wordpress.com/).



Tiohtià:ke tsi ionhwéntsare

Le lieu désigné par Montréal en Kanien'kéha (Mohawk)

par Karonhí:io Delaronde ET Jordan Engel

Source : <https://decolonialatlas.wordpress.com/>

(Licence Decolonial Media 0.1)

JOUR 1 – 21 MAI

	Session 1 : Droits humains internationaux et justice sociale	Session 2 : Technologies alternatives et littératie numérique
12h	Accueil des présentateur-trice-s et du public	
13h	<u>Conférence d'introduction au colloque</u> Stéphane Couture (Lab-Delta ; UdeM, Canada) et Ndiaga Gueye (en ligne) (ASUTIC, Sénégal)	
14h15	Pause	
14h30	<u>Activismes et mouvements sociaux</u> (panel étudiant) Animation : Sophie Toupin • Annabelle R. Patoine (UdeM, Canada) « Controverses socio-environnementales et conflits d'aménagement autour des zones d'innovation au Québec » ; • Christopher Housseaux (UdeM, Canada) « Les usages créatifs politiques des réseaux sociaux numériques durant les mouvements de revendications sociales : Le cas de BTS ARMY et le mouvement Black Lives Matter » ; • Emilian Tahindro (en ligne) (Université d'Antananarivo, Madagascar et Université de la Réunion, France) « Du sharenting en droit comparé franco-malgache » ; • Mohamed Anoir Zayani, (UQAM, Canada et Association tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI), Tunisie) « L'exercice des libertés numériques en contexte politique liberticide : l'exemple de la liberté d'expression en Tunisie ».	<u>Savoirs, convivialité et diffusion des résistances numériques</u> (panel étudiant) Animation : Ksenia Ermoshina • Chanel Robin (UdeM, Canada) « La convivialité des technologies : facilité d'usage et d'apprentissage dans le contexte des logiciels libres » ; • Justine Dorval (UQAM, Canada) « La diffusion audiovisuelle numérique francophone dans un contexte international : étude et usage des métadonnées éditoriales de la plateforme TV5MONDEplus face aux géants de la diffusion en ligne » ; • Antoine Olczak (en ligne) (Université de Lille, France) « Le contre-mouvement à la marchandisation d'Internet : une analyse socioéconomique de l'institutionnalisation de la production alternative de services d'hébergement ».
16h00	Pause	
17h30	<u>Conférence plénière</u> Ksenia Ermoshina (CNRS, France) « Hacktivismes et résistances numériques en Russie. Expériences et recherches franco-russes ».	

JOUR 2 – 22 MAI (AM)

	Session 1 : Droits humains internationaux et justice sociale	Session 2 : Technologies alternatives et littératie numérique
8h30	Accueil – café, thé, viennoiseries	
9h	<u>Les résistances numériques des Amazighs</u> (en ligne) Animation : Abdelaziz Blilid • Daniela Merolla (<i>Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), France</i>) ; • Ahmed Elkadib (<i>Université d'Agadir, Maroc</i>) ; • Abdelaziz Blilid (<i>Université Sultan Moulay Slimane, Maroc</i>).	<u>Expériences en R.D.-Congo : Engagement pour un espace numérique agréable favorisant le climat d'épanouissement personnel et collectif</u> (en ligne) Animation : Eunice Etaka • Eunice Etaka (<i>Avocats des sans-voix, République Démocratique du Congo (RDC)</i>) ; • Elsie Lotendo (<i>Biso Basi Telema, RDC</i>) ; • Lyliane Safi (<i>Association d'avocats pour la défense des médias, RDC</i>).
10h30	Pause	
10h45	<u>Voix palestiniennes et pro-palestiniennes en français</u> Animation : Sophie Toupin • Adel Aouam et Stéphane Couture (<i>Lab-Delta, Canada</i>) « Censure et contournement de la censure par les voix pro-palestiniennes. Présentation d'une recherche en démarrage » ; • Myriam Moore (<i>IRIS, Canada</i>) « 30 ans de privatisation du contrôle et de la surveillance en Palestine : résistance à une économie néropolitique internationalisée » ; • Safa Chebi (<i>Solidarité pour les droits humains des Palestiniennes et Palestiniens, UQAM, Canada</i>) « Défis du partage d'information. Retour sur quelques expériences ».	<u>Table ronde : Tactiques et stratégies de résilience numérique : comment créer des alternatives aux plateformes dominantes?</u> (en ligne) Animation : Bacely YoroBi • Bacely YoroBi (<i>Chercheur indépendant, TheSchooly, France</i>) ; • Pascal Jollivet-Courtois (<i>Costech / Université Compiègne, France</i>) ; • Florent Pasquier (<i>Costech / Université Compiègne, France</i>).
12h15	Pause repas	

JOUR 2 – 22 MAI (PM)

	Session 1 : Droits humains internationaux et justice sociale	Session 2 : Technologies alternatives et littératie numérique
13h15	<u>Activisme numérique et démocratie participative</u> Animation : Normand Landry • Anderson Pierre (<i>consultant en communication, Haïti</i>) « Accès aux outils numériques et démocratie participative : une exploration de l'engagement des jeunes dans les mouvements sociaux en Haïti depuis 2018 » ; • Michel Lambert (<i>eQualitie, Canada</i>) « Areopagitica 2.0 » ; • Karine Gentelet (<i>Université du Québec en Outaouais, Canada</i>) « Conditions de reconnaissance de la société civile comme acteur de justice sociale en contexte numérique ».	<u>Table ronde : Cyberféminismes francophones : passés, présents, futurs</u> Animation : Alexandra Haché • Alexandra Haché (<i>Digital Rights Defenders, France/Espagne</i>) ; • Sophie Toupin (<i>Lab-Delta ; Université Laval, Canada</i>) ; • Liane Décary-Chen (<i>CyberLove Hotel, Things+Time, Canada</i>) ; • Marie Lamensch (<i>The Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies (MIGS), Université Concordia, Canada</i>).
14h45	Pause	
15h	<u>Féminisme et analyse différenciée des impacts</u> Animation : Sophie Toupin • Lise Chovino (<i>CDEACF/Co-Savoir, Canada</i>) « De l'importance d'une analyse différenciée structurelle des impacts des technologies connectées pour Co-Savoir » ; • Sophie Toupin (<i>Lab-Delta, Canada</i>) « Façonner l'intelligence artificielle dans une perspective féministe » ; • Kemly Camacho (<i>Sula Batsu, Costa Rica</i>) « Du plaisir et de l'amour. Projets féministes de Sula Batsu et de l'Association pour le progrès des communications ».	<u>Au Québec — enjeux numériques locaux</u> Animation : Guillaume Latzko-Toth • Mathieu Gauthier-Pilote (<i>FACiL</i>) « Les Services FACiLes : histoire d'un chaton francophone en Amérique » ; • Véronique Bolduc (<i>Le CIEL, Canada</i>) « Comment promouvoir le bien-être numérique chez les jeunes? » ; • Normand Landry (<i>TÉLUQ, Canada</i>), Julien Hocine (<i>UQAM, Canada</i>), Simon Fitzbay (<i>TÉLUQ, Canada</i>) et Sara Germain (<i>UQAM, Canada</i>) « Pratiques numériques de défense et de répression des droits humains : bilan de la littérature ».
16h30	<u>Démonstrations d'outils numériques</u>	
17h30	Soirée « 5@7 » conviviale [Lieu à confirmer]	

JOUR 3 – 23 MAI (AM)

	Session 1 : Droits humains internationaux et justice sociale	Session 2 : Technologies alternatives et littératie numérique
8h30	Accueil – café, thé, viennoiseries	
9h30	<u>Droits et résistances numériques : comment aborder la question de la langue française? (en ligne)</u> Animation : Stéphane Couture • Frédéric Dubois (<i>Internet Policy Review, Allemagne</i>) « Lorsque les droits numériques francophones passent par l'anglais » ; • Stéphane Couture (<i>Lab-delta, Canada</i>) titre à confirmer ; • Julio Lucchesi Moraes (<i>Université de Saint-Boniface, Canada</i>) « Aussi longtemps que les écrans brillent : droits linguistiques, médias et performance au Manitoba ».	<u>Outils à l'intersection des droits humains et numériques (en ligne)</u> Animation : Destiny Tchéhouali • Sylvie Siyam (<i>Protege QV, Cameroun</i>) « Évaluation du respect des droits et libertés de l'Internet en Afrique : Les cas du Burundi, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Tchad » ; • Ndiaga Gueye (<i>ASUTIC, Sénégal</i>) « Le renforcement de la protection des renseignements personnels en Afrique : une urgente nécessité » ; • Mélissa Richard (<i>Ritimo, France</i>) « Le numérique, un enjeu de solidarité internationale ».
10h30	Pause	
10h45	<u>Wikipédia et les droits culturels numériques</u> Animation: AM Trépanier • Émélie Rivard Boudreau (<i>WikiClub Croissant Boréal, Canada</i>) ; • Julia Minne (<i>Cinémathèque québécoise, Canada</i>) ; • AM Trépanier (<i>Wikimédia et Cinémathèque québécoise, Canada</i>). • Claudie Saulnier (<i>Institut national de la recherche scientifique (INRS), Canada</i>) « Pluralisation culturelle des savoirs en contexte collaboratif : exploration comparative des protocoles sur Wikipédia en français et en anglais ».	<u>Communs numériques et transition socio-écologique</u> Animation : Ksenia Ermoshina • Jonathan Durand-Folco (<i>Université St-Paul, Canada</i>) « Dépasser le capitalisme algorithmique par les communs? Fédérer les résistances numériques pour construire une infrastructure technologique libre et démocratique » ; • Mathieu O'Neil (<i>Université de Canberra, Australie</i>) « Actions du Conseil Politique pour les Communs Numériques en faveur de la reconnaissance et de la soutenabilité des communs numériques » ; • Sarah Choukah (<i>Université de l'Ontario Français, Canada</i>) « Repenser les réseaux sociaux numériques et la transition socio-écologique à l'aide du non-humain et du plus-qu'humain ».
12h15	Pause repas	

JOUR 3 – 23 MAI (PM)

	Session 1 : Droits humains internationaux et justice sociale	Session 2 : Technologies alternatives et littérature numérique
13h15	<u>Projets et initiatives en contexte autochtone francophone</u> Animation : Stéphane Couture • Stephanie Egloff et Marie-Josée Condrain (<i>Indigenous Friends Association, Canada</i>) « l'Association d'Amis Autochtones : projets en cours et perspectives d'avenir dans la langue française » ; • Thérèse Ottawa (<i>Wikipetcia Atikamekw Nehiromowin, Canada</i>) « Un wikipédia en langue Atikamekw : possibilités et défis » ; • Kemly Camacho (<i>Sula Batsu, Costa Rica</i>) « Présentation d'un projet de télécommunication communautaire pour les femmes autochtones en territoire Cabécar, Costa Rica ».	<u>Les résistances numériques culturelle, légale et environnementale</u> Animation : Destiny Tchéhouali • Destiny Tchéhouali (<i>UQAM, Internet Society – Chapitre Québec, Canada</i>) « Gouvernance des industries culturelles à l'ère numérique et enjeux de souveraineté culturelle pour les pays de l'espace francophone » ; • Samuel Lamoureux (<i>TÉLUQ, Canada</i>) et Gabrielle Brassard-Lecours (<i>Université Concordia, Canada</i>) « Quand des journalistes pigistes s'organisent pour défendre leurs conditions de travail : retour sur la campagne numérique Pigistes au front » ; • Myriam Lavoie-Moore (<i>Université Saint-Paul, Canada</i>) « Réticences et inquiétudes face à la modification de la loi québécoise sur les renseignements de santé dans le contexte de l'essor de l'industrie des données ».
14h45	Pause	
15h	<u>Duper, subvertir, désactiver des dispositifs numériques de façon malicieuse et créative</u> (<i>atelier</i>) Benjamin Cadon (<i>Le Labomédia, France</i>).	
16h30	Pause	
16h45	<u>Conférence de fermeture</u> Alexandra Haché (<i>Digital Defenders, Espagne/France</i>) « De la résistance à la souveraineté technologique ».	

JOUR 4 - 24 MAI

Quelles concertations futures ?

9h - 13h

Lieu à confirmer

Séances de travail interactives avec pour objectif de discuter des suites à donner à ces rencontres et des collaborations possibles. Nous invitons en particulier les intervenant.es à participer à ces rencontres.

Animation : **Sophie Toupin** et **Stéphane Couture**

**PRÉSENTATIONS :
RÉSUMÉS ET BIOGRAPHIES DE NOS
PRÉSENTATEUR·TRICE·S**

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Conférence d'introduction au colloque

13h - 15h15

Conférenciers : Stéphane Couture et Ndiaga Gueye

[Détails à venir]

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel étudiant : Activismes
et mouvements sociaux

14h30 - 16h00

Animation : Stéphane Couture

Participant.e.s :

- **Annabelle Rivard Patoine** (UdeM, Canada).
 - « Controverses socio-environnementales et conflits d'aménagement autour des zones d'innovation au Québec ».

Dans les années à venir, les technologies numériques incorporées au processus productif deviendront le facteur déterminant de l'organisation du travail, de l'économie et du territoire. Du moins c'est ce qu'affirment celles et ceux qui promeuvent la quatrième révolution industrielle, compris comme modèle de croissance économique dans bon nombre de pays, incluant le Canada. Au niveau territorial, le discours de la quatrième révolution industrielle, s'inspirant des vagues d'innovation et de la « création destructrice » schumpétérienne, encourage une réindustrialisation des villes à partir d'un modèle écologique. Il propose aussi une métamorphose géographique, que ce soit par l'augmentation de la productivité du travail cognitif dans au sein des « zones d'innovation », de l'intégration des technologies numériques pour la gestion urbanistique dans les projets « villes intelligentes » ou d'optimisation de la fluidité du transport par la prolifération des « zones de logistique ». Pourtant, ces « zones d'innovation » sont controversées, autant en raison de la centralité qu'elles accordent aux géants du numérique dans le développement urbain qu'en raison de leur impact écologique incertain. En mobilisant le cadre théorique de l'économie politique culturelle développé par Bob Jessop, je présenterai trois études de cas concernant des territoires de la vallée du Saint-Laurent qui ont été transformés en fonction du paradigme des « zones d'innovation » développées sous le gouvernement de François Legault en lien avec la Stratégie maritime du Saint-Laurent (2013-2023) et qui font l'objet de controverses socio-environnementales, soit dans l'Est de Montréal (zone de logistique intelligente), dans la région Bécancour (zone de la transition énergétique) et à Québec (zone Innovitam autour des données en santé). Pour chaque zone étudiée, je mettrai l'accent sur l'analyse et les stratégies de résistance développées par les mouvements locaux, incluant dans leur dimension juridique.

Annabelle Rivard Patoine est doctorante en sociologie de l'économie à Université de Montréal. Son doctorat porte sur l'influence des modèles de croissance basés sur les nouvelles technologies, et en particulier le discours de la Quatrième révolution industrielle, sur l'aménagement du territoire au Québec. Elle a enseigné les cours Marx et marxismes et Sociologie de l'environnement à l'Université de Montréal. Membre de Stasis, groupe d'enquête sur le contemporain depuis 2018 (<https://groupestasis.com/>), elle a fait également partie du comité organisateur du colloque Les mondes du terrain vague en juin 2023 (<https://lesmondesduterrainvague.com/>) et fait partie du comité éditorial du livre qui en découlera.

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel étudiant : Activismes
et mouvements sociaux

14h30 - 16h00

Animation : Stéphane Couture

- **Christopher Housseaux** (UdeM, Canada).
 - « Les usages créatifs politiques des réseaux sociaux numériques durant les mouvements de revendications sociales : Le cas de BTS ARMY et le mouvement Black Lives Matter ».

Les réseaux sociaux numériques sont devenus dans les dernières années des outils utiles pour les individus participant à des mouvements de revendication à travers le monde. Dans l'intérêt d'explorer la manière dont des plateformes telles que YouTube ou Twitter (maintenant X) peuvent être mobilisées pour soutenir des revendications sociopolitiques, je propose de présenter les résultats de mon mémoire dans lequel je me suis intéressé aux façons dont les membres du collectif en ligne BTS ARMY, fan du groupe de musique BTS, ont mobilisé les réseaux sociaux numériques pour soutenir les manifestations du mouvement Black Lives Matter durant l'été 2020. En réalisant une analyse quantitative d'un ensemble total de 168 453 publications produites entre mai et juin 2020 sur Twitter par des membres du collectif, suivi d'une procédure de filtrage qualitatif, j'analyse un total de 10 cas concrets de ce que je définis comme des démonstrations « d'usages créatifs politiques » des réseaux sociaux numériques à travers un cadre théorique adapté des travaux de Breton et Proulx (2012) sur l'appropriation des objets techniques. L'analyse de ces 10 cas d'usages créatifs politiques, que je regroupe à travers cinq catégories de cas distinctes, met en évidence les rôles qu'ont joués les réseaux sociaux, ainsi que les objectifs (Granjon, 2017) derrière ces utilisations créatives des plateformes numériques par le collectif BTS ARMY pour : 1) recruter des individus afin de participer à des efforts de levées de fonds ; 2) mobiliser les métriques ou les fonctionnements des plateformes (comme les mentions « j'aime », les partages, ou les processus de monétisation) pour amasser des fonds ; et 3) promouvoir la visibilité des méthodes en ligne (pétitions, courriel, documentation, etc.) pour soutenir le mouvement Black Lives Matter en ligne. Mon travail de mémoire permet de mieux comprendre comment un collectif de fans parvient à mobiliser les réseaux sociaux numériques de façon créative pour soutenir les mouvements de revendication qu'ils ont à cœur, et ce, en faisant usage de leurs connaissances techniques avancées de ces plateformes et de leurs capacités organisationnelles qu'ils ont bâties en ligne au fil du temps.

Étudiant à la maîtrise en science de la communication à l'Université de Montréal, Christopher Housseaux s'intéresse aux façons dont les technologies de l'information et de la communication peuvent être mobilisées dans le cadre de revendications sociales de divers niveaux. Ses travaux actuels s'intéressent aux formes d'usages des réseaux sociaux par le collectif mondial BTS ARMY dans le cadre des manifestations du mouvement Black Lives Matter, et les impacts de la participation numérique du collectif sur le plan de la visibilité du mouvement aux États-Unis.

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel étudiant : Activismes
et mouvements sociaux

14h30 - 16h00

Animation : Stéphane Couture

- **Emilian Tahindro** (Université d'Antananarivo, Madagascar et Université de la Réunion, France).

- « Du *sharenting* en droit comparé franco-malgache ».

À Madagascar, en France, et partout dans le monde, l'enfant connaît une forte présence sur le monde numérique. En moyenne, il apparaît sur 1300 photographies publiées en ligne avant l'âge de 13 ans, sur ses comptes propres, mais également sur ceux de ses parents. Nous rentrons ainsi dans le cadre du « Sharenting », une tendance consistant pour les parents à publier des éléments de la vie privée de leur enfant sur Internet, souvent avec les meilleures motivations du monde : informer la famille, partager sur la parentalité, manifester leur amour. Mais ce geste affectueux et a priori inoffensif met l'enfant en danger de plusieurs manières, en portant atteinte à sa vie privée, et en l'exposant à la cybercriminalité. Notre présentation portera ainsi sur la régulation du Sharenting en France et à Madagascar, deux pays francophones, avec un système juridique plus ou moins similaire – le droit français étant source d'inspiration pour le droit malgache, même en matière de protection des données à caractère personnel. Le droit français a pris de l'élan grâce aux réglementations européennes, et à l'adoption de textes de loi tendant à protéger l'enfant sur Internet en 2023 et en 2024, entre autres afin de réguler le Sharenting et de mettre en place un âge de majorité numérique. Le droit malgache quant à lui, en l'absence de textes spéciaux, doit pour l'instant improviser, mais sera certainement amené à suivre l'exemple de son homologue européen. Notre tâche sera de jauger l'efficacité des droits français et malgache face au Sharenting, à l'aune des comportements en ligne qui se sont développés, et qui tantôt mettent l'enfant en danger, tantôt favorisent ses droits, car le Sharenting peut tout de même être bénéfique. Comment les droits français et malgache tiennent-ils un œil sur ces parents – censés être les gardiens de la personnalité de l'enfant ? Car le paradoxe est bien grand : l'autorité parentale leur donne raison, la protection de la vie privée de l'enfant explique leur tort. Le législateur est par ailleurs doublement pénalisé : la régulation étatique n'est pas toujours la bienvenue dans le monde numérique, elle l'est encore moins dans le cadre de la relation parent-enfant. Le défi pour chaque droit est de mettre en balance toutes ces contradictions. . .

Emilian Tahindro est doctorant en droit à l'Université d'Antananarivo (Madagascar), et à l'Université de la Réunion (France) [cotutelle internationale de thèse]. Ses recherches actuelles portent sur "L'enfant et l'identité numérique", combinant ainsi les droits du numérique et les droits fondamentaux de l'enfant en contexte franco-malgache.

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel étudiant : Activismes
et mouvements sociaux

14h30 - 16h00

Animation : Stéphane Couture

- **Mohamed Anoir Zayani**, (UQAM, Canada ; Association tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI), Tunisie)
 - « L'exercice des libertés numériques en contexte politique liberticide : l'exemple de la liberté d'expression en Tunisie ».

Le numérique est une opportunité ; la Tunisie le savait dès le début. Elle a été parmi les 20 premiers pays à se connecter à Internet et a accueilli en 2005 le Sommet mondial de la société de l'information (SMSI). Cependant, le contexte liberticide qui a marqué les dernières décennies n'a pas permis au pays de profiter de ce positionnement actif sur la question du numérique. Le cadre juridique actuel reste un cadre obsolète ; il ne permet pas de garantir les libertés droits et libertés dans l'espace numérique, au point où ce dernier se présente aujourd'hui davantage comme une menace qu'une opportunité de développement et d'épanouissement. Cette proposition vise, en faisant un état des lieux des textes juridiques en vigueur, à comprendre dans quelle mesure le cadre juridique tunisien menace les libertés individuelles dans l'espace numérique ?

Mohamed Anoir Zayani est doctorant en droit à l'Université du Québec à Montréal. Ses intérêts se situent autour des droits et libertés dans l'espace numérique. Il est aussi secrétaire général de l'Association tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI).

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel étudiant : Savoirs, convivialité et diffusion des résistances numériques

14h30 - 16h00

Animation : Ksenia Ermoshina

Participant.e.s :

- **Chanel Robin** (UdeM, Canada).
 - « La convivialité des technologies : facilité d'usage et d'apprentissage dans le contexte des logiciels libres ».

Cette présentation portera sur mon projet de recherche maîtrise, qui a pour sujet la convivialité des technologies et les différents sens que peuvent prendre ce terme. Le concept de convivialité suggère à la fois que l'humain doit « travailler » pour comprendre et utiliser la technologie, mais aussi que cet usage doit être facile, agréable, et ne pas nécessiter trop d'efforts. La convivialité telle que définie par Ivan Illich (1973) est liée à la notion d'effort, encourageant l'autonomie créative individuelle et l'interdépendance entre les membres d'une communauté. En informatique cette idée est souvent associée aux logiciels libres (Mitcham 2009, Voinea 2018). Dans ma recherche, je suis particulièrement intéressée à comprendre la manière dont les personnes utilisent la technologie (logiciels libres tout comme propriétaires) pour simplifier, déléguer certaines tâches ou, au contraire, mettent certaines limites avec celle-ci comme d'accepter d'utiliser des technologies moins « instantanées » (comme les logiciels libres par rapport à des plateformes propriétaires) pour des raisons de valeurs personnelles, environnementales. Pour cette présentation, je discuterai de l'état actuel de ma recherche, des défis rencontrés et des premières bribes d'analyse.

Chanel Robin est étudiante à la maîtrise en sciences de la communication du département de communication à l'Université de Montréal. Ses intérêts de recherches sont axés sur les tensions entre les différentes visions de la convivialité des technologies numériques. Elle a aussi travaillé sur les négociations entourant l'infrastructure des réseaux sociaux alternatifs du Fediverse, un sujet qu'elle a exploré dans ses fonctions en tant qu'auxiliaire de recherche pour le Lab-Delta.

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel étudiant : Savoirs, convivialité et diffusion des résistances numériques

14h30 - 16h00

Animation : Ksenia Ermoshina

- **Justine Dorval** (Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada).
 - « La diffusion audiovisuelle numérique francophone dans un contexte international : étude et usage des métadonnées éditoriales de la plateforme TV5MONDE plus face aux géants de la diffusion en ligne ».

Dans un contexte de prolifération de plateformes de streaming tant locales qu'internationales et de la prédominance de leur rôle dans la diffusion des productions audiovisuelles, les chaînes publiques comme TV5 MONDE font elles aussi le pari de la diffusion numérique. Depuis sa mise en ligne en septembre 2020, la plateforme TV5MONDEplus ne propose que des contenus documentaires et de fiction de langue française, répondant à son mandat de rayonnement des productions des chaînes publiques francophones qui la financent (Canada, Belgique, Suisse, France, Monaco) à l'extérieur de leurs territoires respectifs. Cela dit, les plateformes les plus visitées étant étatsuniennes et de langue anglaise, comment tirer son épingle du jeu à l'international avec un catalogue composé uniquement de productions francophones? Dans le cadre d'un audit réalisé autour des métadonnées éditoriales de TV5MONDEplus entre juin 2023 et février 2024, nous avons constaté plusieurs contraintes qui empêchent la plateforme de réellement rivaliser avec les plateformes étrangères en contexte international. Cette présentation d'études empiriques propose un tour d'horizon des enjeux techniques et structurels entourant le rayonnement de TV5MONDEplus, dans le contexte unique où cette plateforme appartient à plusieurs services publics francophones. Concrètement, elle s'intéressera aux usages actuels des métadonnées éditoriales autour de la plateforme (catégories, mots-clés, informations de production) et de leurs limites concernant l'expérience-usage ainsi que le référencement interne et externe de son catalogue. Elle révélera également comment ses missions et ses prérogatives freinent son rayonnement et ses potentialités de subversion en réaction à la domination internationale de l'offre étatsunienne et anglophone. Cette présentation vise ainsi à mettre en lumière de quelles manières les contraintes imposées à un service public peuvent finalement contrecarrer la mission dont elle est dépositaire.

Justine Dorval est doctorante à la Faculté de communication de l'UQAM et coordonnatrice des activités scientifiques du CRICIS depuis 2021. Ses recherches tournent majoritairement autour des pratiques éditoriales et de médiation des plateformes de streaming tant généralistes que dédiées au cinéma. Son expertise lui a ouvert la porte à des expériences sur le terrain, en travaillant pour des plateformes tant locales (Tènk.ca) qu'internationales (TV5MONDEplus). S'intéressant au cinéma ainsi qu'à la notion de service public, sa thèse portera sur la place accordée au travail de création dans les pratiques de diffusion numérique et de production cinématographique à l'Office national du film du Canada (ONF).

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel étudiant : Savoirs, convivialité et diffusion des résistances numériques

14h30 - 16h00

Animation : Ksenia Ermoshina

- **Antoine Olczak** (Université de Lille, France).
 - « Le contre-mouvement à la marchandisation d'Internet : une analyse socioéconomique de l'institutionnalisation de la production alternative de services d'hébergement ».

Cette communication propose une analyse socioéconomique du rapprochement institutionnel entre militants du logiciel libre et de la défense des droits numériques français avec l'économie sociale et solidaire (ESS) pour accompagner la production de services numériques « alternatifs ». Nous présenterons les résultats d'une enquête portant sur le collectif des hébergeurs alternatifs, transparents, ouverts, neutres et solidaires (Chatons), réalisée à partir des discussions publiques entre membres et d'entretiens. On discutera l'articulation des valeurs et outils militants aux valeurs et modes de gouvernance de l'économie solidaire comme tentative de mise en cohérence et de stabilisation d'un modèle économique à lucrativité limitée, et organisant la production de services à des fins de résistance à l'hégémonie des acteurs marchands du numérique. Nous montrerons que l'ancrage à l'ESS représente une réponse singulière au problème de la compatibilité entre les valeurs militantes du projet et sa réussite économique. Nous constaterons que cette dimension institutionnelle ne répond que partiellement aux revendications des acteurs. Le passage du statut de militant auto-hébergé à celui de producteur de services s'accompagne de questions relatives à l'outil productif. D'apparence techniques (nature des ressources, protocoles mobilisés, etc.), elles mettent à l'épreuve la capacité d'acteurs hétérogènes à maintenir leur cohésion politique dans un environnement économique dominé par des acteurs marchands. Ce point sera illustré par l'analyse de conflits de valeurs autour du contrôle de l'infrastructure. Cette communication mettra ainsi en discussion les apports et limites du rapprochement entre militantisme numérique et ESS comme réponse opérationnelle à la critique du capitalisme numérique et interrogera la capacité des acteurs à produire des ressources autonomes en maîtrisant l'ensemble de la chaîne de production nécessaire à la fourniture de services

Socioéconomiste, attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Antoine Olczak est doctorant au centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé) de l'Université de Lille (France). Sa thèse porte sur la diversité des modèles d'hébergement informatique.

JOUR 1 - 21 MAI 2024

Conférence plénière

***Hacktivism et résistances numériques en
Russie : Expériences et recherches
franco-russe***

17h30 - 19h30

Conférencière : Ksenia Ermoshina

[Détails à venir]

Ksenia Ermoshina est une militante et chercheuse pour la liberté sur l'Internet. Détentrice d'un doctorat en socioéconomie, ses intérêts sont centrés sur les designs d'applications et les protocoles de chiffrement. Son approche se concentre sur les façons dont ces technologies sont utilisées par les militants et les journalistes, et les problèmes liés aux questions de la vie privée et de la sécurité auxquels ils sont alors sujets par leurs usages.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel virtuel : Les résistances
numériques des Amazighs

9h00 - 10h30

Animation : Abdelaziz Blilid

Participant.e.s :

- **Daniela Merolla [vir]** (Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), France).
 - *[titre de la présentation et biographie à venir]*
- **Ahmed Elkadib [vir]** (Université d'Agadir, Maroc).
 - *[titre de la présentation et biographie à venir]*
- **Abdelaziz Blilid [ac]** (Université Sultan Moulay Slimane, Maroc).
 - *[titre de la présentation et biographie à venir]*

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel virtuel : Expériences en République Démocratique du Congo: Engagement pour un espace numérique agréable favorisant le climat d'épanouissement personnel et collectif

9h00 - 10h30

Animation : Eunice Etaka

Participant.e.s :

- **Eunice Etaka [vir]** (Avocats des sans-voix, République Démocratique du Congo (RDC)).
- **Elsie Lotendo [vir]** (Biso Basi Telema, RDC).
- **Lyliane Safi [vir]** (Association d'avocats pour la défense des médias, RDC).

Pour cet atelier de 60-90 minutes, nous comptons utiliser la méthodologie participative à travers des petits jeux et partage d'expériences qui nous permettront de maximiser le temps et de faire comprendre aux participants comment gérer le temps en ligne. Plus loin, au cours des échanges, nous aborderons les outils de sécurité numérique comme Tella (voir téléphone portable) et veracrypt (ordinateur) que nous installerons et testerons avec les participants pour une navigation sécurisée sur internet. La découverte d'outils de protection en ligne reste une priorité lors de l'atelier.

Eunice Eutaka réside à Kinshasa et est activiste des droits humains au sein de l'ASV, experte en sécurité numérique et auditrice de politique organisationnelle, ainsi que boursière "Safe Sisters 2022" et "Tech Sisters 2023" programme Internews.

Elsie Lotendo est une activiste féministe, coordonnatrice du mouvement féministe BISO BASI TELEMA, experte en sécurité numérique et auditrice de politique organisationnelle. Elle est également boursière "Safe Sisters 2022" et "Tech Sisters 2023" programme Internews.

Lyliane Safi est journaliste et défenseure des droits humains affiliée à l'Association d'avocats pour la défense des médias. Formatrice, experte en sécurité numérique et audit de politique de sécurité numérique pour les organisations, elle est, tout comme ses collègues, boursière du programme Safe Sisters de Internews et activiste web du mouvement Blogosphère Gomatracienne.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Voix palestiniennes et
pro-palestiniennes en français

10h45 - 12h15

Animation : _____

Participant.e.s :

- **Adel Aouam et Stéphane Couture** (Lab-Delta ; UdeM, Canada).
 - « Censure et contournement de la censure par les voix pro-palestinienne. Présentation d'une recherche en démarrage ».
- **Myriam Lavoie-Moore** (Université Saint-Paul et IRIS, Canada).
 - « 30 ans de privatisation du contrôle et de la surveillance en Palestine : résistance à une économie nécropolitique internationalisée »
- **Safa Chebi** (Solidarité pour les droits humains des Palestiniennes et Palestiniens, Canada).
 - « Défis du partage d'information. Retour sur quelques expériences ».

[Détails à venir]

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Table Ronde : Tactiques et stratégies de résilience numérique : comment créer des alternatives aux plateformes dominantes?

10h45 - 12h15

Animation : Bacely YoroBi

Participant.e.s :

- **Bacely YoroBi** (Chercheur indépendant, CEO de *TheSchooly*, France).
- **Pascal Jollivet-Courtois** (Costech / Compiègne Université Compiègne, France).
- **Florent Pasquier** (Costech / Compiègne Université, France).

La défense des droits et des libertés des usagers sur Internet prend aujourd'hui des formes variées de résistance au sein des communautés francophones. Cela peut inclure le développement d'alternatives préservant mieux la vie privée, la promotion d'outils respectueux de la diversité linguistique et culturelle (Granjon, Fabien, 2017), ou la contestation des pratiques de surveillance de masse (Agence France Presse, 2023). Sur le plan technique, des initiatives émergent pour renforcer la souveraineté et l'autonomie numérique, telles que le développement de moteurs de recherche et de navigateurs alternatifs (Pierre et Blayo, 2019). La diffusion d'outils sécurisés permettant de mieux maîtriser ses données personnelles participe également à cette démarche (Granjon et Combes, 2007). Mais ces résistances impliquent également de repenser les fondements éthiques, sociétaux et politiques d'un Internet francophone plus inclusif (George et Vergne, 2021). La recherche universitaire joue ici un rôle clé pour analyser les enjeux juridiques (Andriantsimbazovina et al., 2022) et soutenir les initiatives citoyennes par des approches techniques, organisationnelles et écono-miques durables (Rebillard, 2007). L'objectif est de susciter une réflexion collective sur les moyens de construire un Internet plus humain et participatif. La recherche sur ces questions permettra de mettre en lumière les tactiques déployées, les défis à relever et les pistes prometteuses pour renforcer collectivement les droits des publics francophones sur le Web. L'objectif est de promouvoir une réflexion bienveillante sur les voies d'un cyberspace véritablement ouvert à la pluralité, ainsi que l'importance du développement d'une "Intelligence Artificielle contributive à la cybervigilance" telle que l'objet de nos recherches.

Pascal Jollivet-Courtois a une double formation d'économiste-statisticien et de linguiste computationnel qu'il a pu développer durant ses travaux de recherche. Il dispose ainsi d'une expertise assez peu répandue en veille/prospective socio-économique sourcée dans l'ingénierie linguistique du Web Social (Reddit).

Enseignant chercheur en poste à Sorbonne Université, Florent Pasquier mobilise des processus transversaux allant des outils numériques à la dimension de la conscience. Il construit et pratique à partir de ces fondements une « Méthodologie Intégrative pour une Pédagogie Implicative », dans la lignée des pédagogies coopératives et participatives de « l'école nouvelle ». Ces développements s'intéressent pleinement à la dimension spirituelle tant dans les pratiques que dans les finalités éducatives et de formation. Ses travaux actuels développent la notion de la « technontologie » (technologie+ontologie) et de son devenir.

Bacely YoroBi, président de l'association ConnectX Global, est un entrepreneur, concepteur inclusif et chercheur indépendant en cybersécurité. Il est le co-fondateur de TheSchooly, le copilot de la cyberéducation et de la cyberconscience, un projet porté par l'association ConnectX Global. Il a aussi travaillé en tant que responsable du numérique et de la gouvernance de l'internet pour le gouvernement ivoirien.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Activisme numérique et
démocratie participative

13h15 - 14h45

Animation : Normand Landry

Participant.e.s :

- **Anderson Pierre (Haïti).**
 - « Accès aux outils numériques et démocratie participative : une exploration de l'engagement des jeunes dans les mouvements sociaux en Haïti depuis 2018 ».

Les troubles politiques, les disparités sociales et les conflits récurrents font partie de l'histoire d'Haïti depuis qu'il a obtenu son indépendance. Un ensemble de problèmes qui continue d'entraver son développement et suscite l'organisation de nombreux mouvements sociaux dans le pays. En 2018, après un tweet du cinéaste haïtien Gilbert Mirambeau, un vaste mouvement de contestation a pris naissance sous le nom de PetroCaribe Challenge, une campagne mobilisant les Haïtiens contre la corruption autour de l'alliance pétrolière Petrocaribe. Il s'agit d'un programme d'aide que le Venezuela a fourni à plusieurs États des Caraïbes, mais dont le financement a été détourné d'après plusieurs rapports qui ont été publiés. Les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter ont été fortement mobilisés pour relayer des informations lors de nombreux mouvements sociaux depuis lors et à chaque fois pour demander des comptes aux dirigeants du pays. Des jeunes, activistes et journalistes, ont utilisé les réseaux sociaux pour informer et mobiliser les citoyens en utilisant le hashtag #kotkobpretrocaribea (#oùestl'argentdu petrocaribe). Malgré cette tentative qui a conduit des milliers d'Haïtiens à protester à cette époque contre l'administration de Jovenel Moïse au pouvoir et la corruption, certaines régions du pays n'ont pas été impliquées dans le mouvement à cause de la fracture numérique. En effet, sur les 11,65 millions d'habitants que compte Haïti, seuls 4,53 millions ont accès à Internet, soit 38,9 %. Ceci a limité l'engagement des jeunes haïtiens en quête de changement pour leur pays bien qu'il faut considérer d'autres facteurs. Pourtant, l'accès et l'utilisation des outils numériques sont essentiels pour faciliter l'engagement des jeunes dans les mouvements sociaux et du coup leur implication dans la démocratie participative. Cette présentation propose une évaluation de l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes en Haïti dans le cadre des mouvements sociaux numériques. Très peu de recherches académiques abordent jusqu'ici l'usage des réseaux sociaux dans la perspective d'un nouvel espace de débat et d'engagement citoyen dans le paysage Haïti et sa diaspora. Pourtant, le virage numérique en Haïti se fait sentir aussi bien dans les médias, les pratiques personnelles que dans la politique.

Anderson Pierre a une licence en communication sociale de l'Université d'État d'Haïti. Il occupe actuellement le poste d'officier de communication pour ActionAid Haïti, une organisation internationale engagée dans le renforcement des capacités, la sécurité alimentaire, le leadership féminin et l'agro-écologie en Haïti. Il travaille en étroite collaboration avec des organisations locales dans des zones reculées à travers plusieurs départements où il a pu constater l'ampleur de la fracture numérique dans les milieux ruraux en Haïti. En 2017, suite à l'invitation de la regrettée professeure Florence Piron, il a présenté une conférence à l'Université Laval sur le thème du libre accès aux ressources scientifiques dans le contexte haïtien. En 2019, invité au colloque sur la fabrication et la circulation du savoir sur le genre dans les pays du Sud à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris, il a présenté son premier roman, qui explore la pratique de la pédagogie de l'humiliation dans les universités en Haïti et ses conséquences sur les étudiants, spécialement les jeunes femmes. Les domaines d'intérêt d'Anderson comprennent le libre accès aux ressources scientifiques, l'utilisation des réseaux sociaux, les droits numériques dans le contexte des pays du sud, la circulation de l'information, la fracture numérique, la communication humanitaire, le genre et le récit de vie.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Activisme numérique et
démocratie participative

13h15 - 14h45

Animation : Normand Landry

- **Michel Lambert** (eQualitie, Canada).
 - « Areopagitica 2.0 ».

Lancé en 2022, Areopagitica est un programme utilisant plusieurs outils d'eQualitie pour soutenir la liberté d'expression et d'association en ligne pour les partis démocratiques, les médias indépendants et d'autres organisations de la société civile à risque, ainsi que le droit d'accès à l'information pour la population en général pendant les processus électoraux. Son titre, Areopagitica 2.0, s'inspire d'un essai de 1644 de John Milton considéré comme la première référence défendant les droits à la liberté d'expression. Plusieurs pays francophones, notamment en Afrique, ne sont pas considérés comme libres selon la classification de Freedom House. Les outils et l'expertise d'eQualitie soutiennent la liberté d'expression, l'accès à l'information et rendent disponibles des outils de connectivité. Les outils déployés avec Areopagitica sont: Deflect : une infrastructure mondiale de sécurité des sites Web (anti-DDoS) protégeant un millier de site Web d'OSC et médias provenant de plus de 80 pays. Un million de personnes visitent quotidiennement des sites Web protégés par Deflect.

Le fureteur CENO : un fureteur en pair-à-pairs permettant de contourner toutes les formes de censure sur Internet. Construit sur Firefox de Mozilla pour Android, sa fonctionnalité principale est une navigation Web générale et sans entrave dans divers scénarios de connectivité réseau réduite, avec des signatures cryptographiques codées en dur pour garantir l'authenticité du contenu.

Dcomms : une suite d'outils open source offrant des communications décentralisées et fédérées à la société civile dans des environnements fortement censurés, lors même de coupures ou déconnexions de la connectivité internationale. Lancé en Ukraine en 2022, dComms propose un ensemble de solutions déjà éprouvées et testés. Il fournit une interface, une infrastructure d'hébergement gérée et complète le déploiement avec une documentation utile et des plugins logiciels.

Présentement gestionnaire principal chez eQualitie, une organisation dans la mission est le développement de technologies libres visant la protection des droits en ligne, Michel Lambert participe à de multiples initiatives visant à permettre aux organisations de la société civile de communiquer en toute sécurité sur Internet. Il a lancé plusieurs projets utilisant les technologies →

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Activisme numérique et
démocratie participative

13h15 - 14h45

Animation : Normand Landry

notamment le Centre des médias alternatifs du Québec en 2000, les portails Internet de la société civile en République démocratique du Congo (2002) et au Maghreb-Machrek (2007). Il a soutenu la mise en place de deux écoles de sécurité numérique à Montréal et Tunis et a contribué plus récemment à l'initiative du Lab-Delta. Aussi actif sur les enjeux de gouvernance d'Internet, Michel a été membre du Conseil d'administration de l'Association pour le progrès des communications entre 2017 et 2020 puis membre fondateur du Forum canadien pour la gouvernance d'Internet. Il a contribué à GISWatch à de nombreuses reprises. Il est membre de Isoc-Québec. Aussi actif sur les enjeux de la solidarité, il a été Président de l'AQOCI de 2017 à 2020 et s'est impliqué avec diverses coalitions québécoises et canadiennes dont Pas de démocratie sans voix, Voices/voix, le Réseau québécois de l'intégration continentale (RQIC), le Front Commun pour la transition énergétique et plus récemment, il a soutenu la création du réseau Cultiver Montréal. Précédemment, il avait été membre des Conseils de Food Secure Canada entre 2009 et 2012, d'Alliance syndicats et tiers-monde entre 2015 et 2020 et du Conseil International du Forum social mondial.

Co-fondateur en 1994 puis Directeur général de l'organisation de solidarité Alternatives entre 2007 et 2020, Michel Lambert a joué un important rôle de mobilisation et de construction lors du Forum social des peuples tenu à Ottawa en août 2014.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Activisme numérique et
démocratie participative

13h15 - 14h45

Animation : Normand Landry

- **Karine Gentelet** (*Université du Québec en Outaouais, Canada*).
 - « Conditions de reconnaissance de la société civile comme acteur de justice sociale en contexte numérique ».

La présentation va traiter du rôle de la société civile dans les enjeux à l'intersection entre l'activisme et la justice sociale en contexte numérique. Reconnue en tant qu'actrice indispensable notamment du fait de son expertise en expériences vécues et de son rôle de « lanceur d'alerte » quant aux atteintes aux droits fondamentaux, la société civile n'est toutefois pas incluse à ce jour au sein d'espaces démocratiques qui contribueraient à la régulation des outils du numérique et d'IA. En outre, le fardeau de l'éducation aux droits numériques et du renforcement des connaissances auprès des citoyens demeure majoritairement sur leurs épaules. Quelles seraient alors les conditions pour que le rôle de ces organisations essentielles en termes de justice sociale en contexte numérique puisse être reconnu ?

Karine Gentelet est professeure agrégée au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Elle est directrice scientifique de la collaboration avec la société civile pour l'OBVIA (Observatoire international des impacts sociétaux de l'IA et du numérique) et directrice scientifique du CIERA-UQO (Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones de l'UQO). De 2020 à 2022, elle a été titulaire de la Chaire justice sociale et intelligence artificielle (Abéona - école normale supérieure - OBVIA). Ses intérêts de recherche et ses publications portent sur l'incidence des technologies de l'intelligence artificielle sur la justice sociale et sur la reconnaissance des droits dont ceux des Peuples autochtones, sur l'éthique de la recherche en contexte autochtone et la responsabilité sociale des chercheurs. Karine Gentelet est aussi impliquée au sein d'un mouvement international de droits humains depuis 2007.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Table ronde : Cyberféminismes francophones :
passés, présents, futurs

13h15 - 14h45

Animation : Alexandra Haché

Participant.e.s :

- **Alexandra Haché** (Digital Rights Defenders, Espagne/France).
- **Sophie Toupin** (Université Laval, Canada).
- **Liane Décary-Chen** (CyberLove Hotel, Things+Time, Canada).
- **Marie Lamensch** (The Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies (MIGS), Université Concordia, Canada).

Par cyberféminismes nous faisons référence à un ensemble de pratiques activistes et/ou artistiques féministes en lien avec le questionnement des technologies qui s'est déployé depuis les années 90 jusqu'à nos jours. À l'aube d'Internet, le cyberspace était alors vu comme un territoire vierge qui allait permettre à chacune de s'exprimer, de communiquer et d'entretenir des rapports avec les autres, sans avoir à subir le poids des préjugés et des stéréotypes liés au genre, à l'âge, à l'origine ethnique, à l'orientation sexuelle, etc. C'est pour cela que ce nouveau territoire devient un terrain de jeu et d'expérimentation pour de nombreuses féministes qui ont entrevu de nouvelles perspectives d'émancipation sur Internet pour les femmes, les dissidentes du genre et, plus généralement, les communautés marginales ou marginalisées.

Depuis l'avènement de l'internet et des TIC numériques, les féministes continuent à s'en servir comme instruments d'organisation politique, économique et productive, mais aussi comme supports pour le développement de leur identité et la création de nouvelles communautés féministes. Le cyberféminisme se pose en moteur de développement et de façonnage de l'internet et crée de nouveaux espaces de participation sur plusieurs fronts : cyberactivisme social, médiactivisme, artivisme et hacktivisme, qui sont tous intimement liés et permettent de multiplier le nombre de sphères d'action et de transformation sur Internet. Contrairement au cyberféminisme anglo-saxon et latino américain qui sont plutôt bien documentés, il existe un manque dans la mise en commun et approfondissement sur les expériences et trajectoires cyberféministes francophones (France, Belgique, Afrique Francophone, Québec, etc) que nous avons tenté de remédier à travers d'une rencontre au mois de Juin 2022 au cours de la journée Cyberféminismes organisées par La Labomedia qui a permis à une vingtaine de cyberféministes francophones de mettre en commun leur connaissances sur cette partie de la HerStory. Au cours de cette conférence nous présenterons les résultats de cette recherche participative quant aux apports et spécificités des cyberféminismes francophones dans la construction d'une internet féministe, intersectionnelle et décoloniale. →

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

Table ronde : Cyberféminismes francophones :
passés, présents, futurs

13h15 - 14h45

Animation : Alexandra Haché

Cyberféministe et cofondatrice du collectif Donestech, Alexandra Haché travaille actuellement pour Digital Defenders avec des réseaux d'intervention rapide sur des questions de sécurité holistique pour les personnes défenseuses des droits humains et participe en tant qu'experte à la ligne d'assistance téléphonique contre les violence machistes facilités par les technologies numériques fembloc.cat.

Dans le cadre de ses travaux de recherche, Sophie Toupin mobilise des approches critiques, telles que féministes, intersectionnelles, anticoloniales et décoloniales, pour appréhender, analyser et repenser le numérique et le technologique. Ces approches sont appliquées pour soutenir des luttes sociales et politiques plus larges et permettent de traiter le numérique et le technologique comme des terrains sociotechniques de négociation politique.

Liane Décary-Chen est une technologue créative et organisatrice communautaire. Son travail utilise des technologies interactives, telles que les textiles électroniques et la programmation pour aborder des sujets liés à la décolonisation, la décroissance et à l'échange intergénérationnel. Décary-Chen a fondé le studio Cyber Love à Montréal et dirige le projet d'archives communautaires Things+Time.

Marie Lamensch est coordinatrice de programme et de sensibilisation au MIGS. Ses intérêts en matière de politique et de recherche sont la sécurité internationale ; la prévention des atrocités de masse ; la désinformation sexiste ; les nouvelles technologies, les droits de l'homme et l'autoritarisme numérique. Elle écrit pour le Centre for International Governance Innovation et est affiliée à l'Observatoire des conflits multidimensionnels de la Chaire Raoul Dandurand. Marie est titulaire d'une maîtrise en conflits, sécurité et développement du King's College de Londres.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Féminisme et analyse différenciée
des impacts

15h00 - 16h30

Animation : Sophie Toupin

Participant.e.s :

- **Lise Chovino** (Co-Savoir/CDÉACF, Canada).
 - « De l'importance d'une analyse différenciée structurelle des impacts des technologies connectées pour Co-Savoir ».

Au-delà des prouesses techniques que représente le développement de plus en plus rapide d'outils, plateformes et appareils connectés, il est essentiel d'adopter une réflexion qualitative sur les modalités de déploiement des technologies connectées et sur les impacts que ce développement a sur différents groupes de la population, particulièrement les femmes, les personnes à la croisée des impressions et les autres groupes vulnérabilisés.

En effet, le numérique n'est pas neutre et les emplois qui en sont faits peuvent aussi bien servir de moyens d'autonomisation que de medium de renforcement des inégalités et autres types de barrières déjà présentes hors ligne. Adopter une approche qualitative, notamment grâce à des cadres d'analyse ADS+ et systémiques, c'est aussi prendre en compte que certains enjeux numériques pressants sont structurels. Capitalisme de surveillance, pratiques anti-consentement, fractures numériques, inégalités d'accès et d'usage du numérique pour les femmes - ces enjeux gagneraient à être adressés de manière collective si nous souhaitons arriver à des solutions pérennes qui ne laisseront personne à la marge. Lors de cette présentation, des exemples du travail de Co-Savoir dans ce sens seront présentés pour nourrir la réflexion.

Lise Chovino est responsable de la stratégie numérique chez Co-savoir (anciennement « Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine » (CDÉACF).

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Féminisme et analyse différenciée
des impacts

15h00 - 16h30

Animation : Sophie Toupin

- **Sophie Toupin** (Lab-Delta; Université Laval, Canada).
 - « Façonner l'intelligence artificielle dans une perspective féministe ».

Cette présentation portera sur l'un des plus récents articles de Sophie Toupin, « *Shaping feminist artificial intelligence* », dans lequel elle examine la formation historique et contemporaine de l'intelligence artificielle féministe (IAF). Il commence par examiner la microhistoire de l'IAF à travers les écrits d'Alison Adam et de ses étudiants diplômés afin d'enrichir les histoires plurielles de l'IA et de réécrire l'histoire féministe dans l'IA. Ensuite, pour explorer des exemples contemporains de la façon dont l'IAF est façonnée aujourd'hui et comment elle déploie une multiplicité de significations, je propose la typologie suivante : IAF (1) en tant que modèle, (2) en tant que design, (3) en tant que politique, (4) en tant que culture, (5) en tant que discours et (6) en tant que science. Cette typologie permet de répondre aux questions suivantes : Que signifie le terme IAF? Comment l'IAF a-t-elle évolué au fil du temps?

Dans le cadre de ses travaux de recherche, Sophie Toupin mobilise des approches critiques, telles que féministes, intersectionnelles, anticoloniales et décoloniales, pour appréhender, analyser et repenser le numérique et le technologique. Ces approches sont appliquées pour soutenir des luttes sociales et politiques plus larges et permettent de traiter le numérique et le technologique comme des terrains sociotechniques de négociation politique.

Ses recherches postdoctorales à Université d'Amsterdam et à l'Université Concordia, l'ont amené à s'intéresser à la manière dont les sociétés civiles des Suds et des Nords s'emparent du numérique et des technologies à des fins de justice sociale. Certaines des questions qui l'animent sont : que signifie développer des infrastructures féministes, une intelligence artificielle décoloniale, des données féministes intersectionnelles, une justice par le design, un numérique frugal, et des agentes conversationnelles militantes? Pourquoi développer de tels discours et pratiques de résistance, d'émancipation ou de réparation? Comment ces pratiques numériques de la société civile se réalisent-elles? Comment peut-on enrichir l'histoire des technologies et du numérique à partir des principes d'épistémologies des Suds?

Plusieurs de ses projets allient la recherche et l'engagement communautaire. À ce titre, elle a cofondé le Laboratoire sur les droits en ligne et les technologies alternatives (Lab-Delta) dont l'objectif principal est de produire des recherches et des outils à l'intersection de la technologie, de l'activisme politique et de la réflexion critique. Elle est également active dans plusieurs groupes soutenant le mouvement mondial de la radio communautaire, les technologies féministes et décoloniales, les travailleurs et travailleuses immigrantes, et les sans-papiers.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux
et justice sociale »

Panel : Féminisme et analyse différenciée
des impacts

15h00 - 16h30

Animation : Sophie Toupin

- **Kemly Camacho** (Sula Batsu, Costa Rica).
 - « Du plaisir et de l'amour. Projets féministes et Sula Batsu et de l'Association pour le progrès des communications ».

Dans une monographie réalisée à propos de nos projets, Firuzeh Shokooh Vallee décrivait notre approche féministe comme solidement ancrée dans la solidarité et le plaisir. Il s'agit effectivement de valeurs fondamentales pour nous à Sula Batsu, une coopérative féministe basée au Costa Rica et membre de l'Association pour le progrès des communications (APC). Cette présentation exposera l'histoire et les activités de Sula Batsu, et son rôle dans APC. Je soulèverai aussi les défis que présentent de telles initiatives surtout ancrées dans le Sud global, et ce qu'elles peuvent nous apprendre pour construire une réflexion féministe sur les technologies. Finalement, Sula Batsu évoluant surtout dans un cadre hispanophone (en Amérique Centrale), je proposerai quelques réflexions sur les liens possibles à faire avec la francophonie.

Kemly Camacho est co-fondatrice et actuelle coordinatrice général de la coopérative Sulá Batsú, une entreprise associative autogérée qui travaille sur la question des technologies numériques pour le développement local et qui, à son tour, encourage, soutient et promeut le développement d'entreprises collaboratives basées sur la technologie visant à résoudre des problèmes sociaux. Camacho est chercheuse et professeure à l'Université du Costa Rica et à l'Institut technologique du Costa Rica. Elle est actuellement vice-présidente du conseil d'administration de la Chambre des technologies de l'information et de la communication (CAMTIC) du Costa Rica, membre associée de la Commission des télécommunications d'Amérique centrale (COMTELCA), a fait partie du conseil d'administration de l'Institut pour le développement coopératif et est membre du Conseil consultatif des MPME du ministère de l'Économie, Industrie et Commerce du Costa Rica et représente la société civile au sein de la Commission nationale des données ouvertes. Elle fait partie du Réseau latino-américain de recherche sur l'appropriation des technologies numériques (RIAT) et du Groupe Clacso sur le même sujet. Kemly fait également partie de la Commission de haut niveau sur la politique du genre et de la science et de la technologie du Costa Rica.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Au Québec – enjeux locaux

15h00 – 16h30

Animation : Guillaume Latzko-Toth

- **Mathieu Gauthier-Pilote** (FACiL, Canada) |
 - « Les Services FACiLes : histoire d'un chaton francophone en Amérique » ;

En octobre 2016, FACiL annonçait publiquement son projet de déployer des services en ligne 100% libres dans le cadre du Collectif des Hébergeurs Transparents Ouverts Neutres et Solidaires (CHATONS) initié par Framasoft (France). Quelques années plus tard, on compte plus d'une quinzaine de Services FACiLes, pour la plupart en libre accès. Petite histoire et retour d'expérience d'un chaton qui a conservé toutes ses griffes.

Formé en conception de systèmes informatiques (1998-2001), Mathieu Gauthier-Pilote a occupé divers emplois dans le secteur du numérique. Depuis septembre 2022, il est administrateur de systèmes chez Infogérance Evolix. Parallèlement à sa carrière professionnelle, il est membre (2003-), administrateur (2012-) et président du conseil (2015-) de FACiL, un OSBL dont la mission est de promouvoir l'appropriation collective de l'informatique libre par les Québécoises et les Québécois. Pour cet organisme, il a rédigé plusieurs articles, présenté des mémoires et donné des conférences.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

Panel : Au québec – enjeux locaux

15h00 – 16h30

Animation : Guillaume Latzko-Toth

- **Véronique Bolduc** (Le CIEL, Canada).
 - « Comment promouvoir le bien-être numérique chez les jeunes? ».

Comment parler de numérique avec des ados en restant critique et sans démoniser les écrans? Le CIEL présentera son approche mise en pratique depuis 2019 à travers des ateliers d'autodéfense numérique pour les jeunes de 14 à 17 ans. Ces ateliers permettent d'ouvrir une discussion avec les jeunes sur les impacts du numérique sur leur santé mentale, leur attention, leurs rapports sociaux et leur niveau de stress et de développer leurs esprits critiques. Le CIEL et le comité expert Bien-être numérique effectuent une forme de résistance numérique une classe à la fois.

Véronique Bolduc travaille pour la fondation CIEL (Centre pour l'intelligence émotionnelle en ligne), codirigée par Emmanuelle Parent et Alexandre Champagne. L'objectif de la fondation est notamment de soutenir et promouvoir le bien-être des utilisatrices et utilisateurs ainsi que l'autodéfense numérique. Le CIEL souhaite ouvrir une conversation sur les enjeux du numérique liés au bien-être pour rendre la relation entre les gens et le numérique plus positive. Leur activité principale est l'offre d'ateliers d'autodéfense numérique auprès des jeunes de 14 à 17 ans en collaboration avec un groupe expert interdisciplinaire. L'année passée, l'atelier a été offert à plus de 10 000 jeunes grâce à la collaboration d'une soixantaine d'établissements scolaires et communautaires. Un second objectif du CIEL est de vulgariser les dernières connaissances scientifiques sur l'environnement en ligne où il informe et sensibilise la population par le biais de conférences et de plateformes numériques.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Au québec – enjeux locaux

15h00 – 16h30

Animation : Guillaume Latzko-Toth

- **Normand Landry** (Université TÉLUQ, Canada), **Julien Hocine** (UQAM, Canada), **Simon Fitzbay** (Université TÉLUQ, Canada) et **Sara Germain** (UQAM, Canada) |
 - « Pratiques numériques de défense et de répression des droits humains : bilan de la littérature »

Cette communication présente les conclusions d'une vaste revue de littérature portant sur les pratiques numériques de défense et de répression des droits humains sur une période de dix années. À cet égard, elle introduit les grandes catégories de pratiques numériques mobilisées par des individus et des groupes actifs dans la défense de droits fondamentaux, et fait état des pratiques numériques déployées par des États et des acteurs privés afin de réprimer les activités politiques des défenseurs des droits humains. Elle présente les impacts des technologies numériques sur la pratique de défense des droits humains et les concepts clés employés par la littérature afin de rendre compte des usages et des pratiques émancipatoires et répressives des technologies numériques. Les travaux réalisés permettent de problématiser le concept de « défenseurs de droits humains », couramment évoqué afin de faire référence aux « personnes qui, individuellement ou avec d'autres, agissent pour promouvoir ou protéger les droits de l'homme » (OHCHR, 2004 : 2, cité de Nah et al., 2013 : 404). En outre, ils mettent de l'avant différentes catégories de discours articulés par la littérature savante sur 1) les impacts des technologies numériques sur la défense des droits humains, notamment en ce qui a trait à la sécurité des personnes impliquées dans des activités de défense des droits humains, 2) l'efficacité et les impacts des pratiques numériques de défense des droits humains, et 3) le rôle des technologies numériques dans les processus de gouvernance autoritaire ou, au contraire, de démocratisation des sociétés. À terme, la revue de littérature pose les bases d'un agenda de recherche plus large sur les rapports qu'entretiennent les défenseurs de droits humains aux technologies numériques et les pratiques effectives qu'ils déploient dans le cadre de leurs activités

Normand Landry est au professeur à l'Université TÉLUQ. Il est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation aux médias et droits humains. Les recherches qu'il a menées l'ont enjoint à participer à des sommets internationaux organisés sous l'égide des Nations Unies, à intervenir auprès de groupes parlementaires et à s'investir auprès de groupes de la société civile. Ses travaux se concentrent sur l'éducation aux médias, les droits de la communication, l'intimidation judiciaire, ainsi que sur la communication et les →

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Au québec – enjeux locaux

15h00 – 16h30

Animation : Guillaume Latzko-Toth

mouvements sociaux. Normand Landry est membre du Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique, le Groupe de recherche en communication politique, et le Centre recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société.

Sara Germain est étudiante au doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Dirigée par Mélanie Millette, son projet de thèse porte sur les groupes féministes issus de la diaspora russophone au Canada et la contestation des normes patriarcales dans la Fédération de Russie à travers les technologies numériques. Sa recherche est financée par le Fonds de recherche du Québec en Société et culture (FRQSC). Sara Germain est également chercheuse étudiante pour le Laboratoire sur l'influence et la communication (LabFluens), l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), le Laboratoire sur la communication et le numérique (LabCMO) et le Réseau québécois en études féministes (RÉQEF).

Julien Hocine est candidat au doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Sa thèse de doctorat, codirigée par Maxime Ouellet (École des médias, UQAM) et Daniel Chartier (Études littéraires, UQAM), porte sur le rôle historique des télécommunications dans la ruralité nordique et examine l'évolution des discours portant sur les médias de communication jusqu'au développement de l'Internet et de son infrastructure matérielle au Nunavik. Il est chercheur étudiant du Laboratoire international de recherche sur l'imaginaire du Nord, de l'hiver et de l'Arctique de l'UQAM et du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS).

Simon Fitzbay est titulaire d'un programme court de troisième cycle et d'une maîtrise en communication politique du programme de lettres (communication sociale), ainsi qu'un programme court de deuxième cycle en études québécoises de l'Université du Québec à Trois-Rivières. En 2024, il commencera ses études doctorales à l'Université du Québec à Montréal sous la direction d'Éric George. Il souhaite étudier les règles qui régissent le développement et l'éthique de l'intelligence artificielle et des grands algorithmes dans leurs applications commerciales en adoptant une perspective critique, notamment en économie politique.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Démonstrations d'outils numériques

17h00 - 19h00

Animation : Sarah Choukah et Stéphane Couture

Chatbot militant - C.H.A.T.O.N.S. - DeltaChat - etc

→ Si vous avez des outils numériques à présenter, écrivez-nous à l'adresse : contact@labdelta.ca

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux et justice sociale »

Panel : Droits et résistances numériques : comment aborder la question de la langue française? (virtuel)

9h00 - 10h30

Animation : Stéphane Couture

Participant.e.s:

- **Frédéric Dubois [vir]** (Internet Policy Review, Allemagne).
 - « Lorsque les droits numériques francophones passent par l'anglais ».

Dans le cadre de l'atelier pratique proposé, nous allons d'abord présenter le contexte entourant la publication académique et semi-académique dans le domaine des droits et résistances numériques. Nous allons caractériser les acteurs principaux dans le domaine de la publication scientifique et explorer plus particulièrement les formes de publication menées par les chercheurs (scholar-led) et qui ont pour objectif la qualité et la diversité des connaissances sur le sujet, plutôt que la recherche de profits. La troisième et plus importante partie de l'atelier sera consacrée à la publication Internet Policy Review, non pas dans une vision d'auto-promotion, mais plutôt sous l'angle de présenter un outil concret permettant aux praticien*ne*s et chercheur*e*s de publier et un modèle de publication à comité de lecture ouverte (open access) ouvert aux articles se rapportant aux contextes francophones. Une large place sera consacrée à l'évaluation des possibilités de publier en anglais alors qu'on cherche en français sur des enjeux touchant avant tout des contextes francophones. Le but affirmé de l'atelier est de discuter franchement la thèse voulant qu'il serait stratégique et utile pour un plus grand nombre de francophones d'embrasser la publication en anglais (en plus de celle en français) pour mieux défendre les enjeux spécifiques en contexte francophone auprès de publics internationaux.

Frédéric Dubois est rédacteur en chef d'Internet Policy Review, une revue en libre accès et à comité de lecture sur la régulation de l'Internet publiée par l'Institut Humboldt pour Internet et société (HIIIG), en coopération avec CREATE (Glasgow), CNRS-CIS (Paris), Internet Interdisciplinary Institute (UOC-IN3) et Institut Skytte d'études politiques (Tartu). Il est également professeur à l'école internationale du film de Cologne où il dirige la Maîtrise de recherche-crédation "Digital Narratives".

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux et justice sociale »

Panel : Droits et résistances numériques :
comment aborder la question de la langue
française? (virtuel)

9h00 - 10h30

Animation : Stéphane Couture

- **Stéphane Couture** (Lab-Delta ; UdeM, Canada).
 - [titre à confirmer].

[Détails à venir]

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux et justice sociale »

Panel : Droits et résistances numériques : comment aborder la question de la langue française? (virtuel)

9h00 - 10h30

Animation : Stéphane Couture

- **Julio Lucchesi Moraes [vir]** (Université de Saint-Boniface, Canada).
 - « Aussi longtemps que les écrans brillent : droits linguistiques, médias et performance au Manitoba ».

En s'appuyant sur les concepts de la tradition gramscienne – en particulier son idée d'hégémonie – cette recherche explore comment les médias numériques et les plateformes en ligne jouent un rôle crucial dans la construction de la réalité sociale, politique et linguistique des francophones au Manitoba. Nous ne pouvons pas regarder les plateformes comme des espaces neutres, mais, alternativement, comme des points nodaux aux disputes pour la représentation et la reconnaissance des minorités linguistiques. En examinant la situation des francophones au Manitoba à travers le prisme des médias numériques et des plateformes en ligne, cette étude essaie de discuter l'importance d'une citoyenneté performative. La francophonie au Manitoba – avec son riche contexte historique, comprenant, par exemple, la proposition d'une représentation politique radicalement égalitaire entre des francophones et anglophones – va bien au-delà d'une simple célébration acritique du multiculturalisme. La langue de Louis Riel doit ici être vue comme une invitation à un projet sociopolitique toujours ouvert et en constante expansion. Qu'il s'agisse de la platitude des prairies canadiennes ou de la planéité des écrans: le français n'est pas, en ce sens, un objectif, mais plutôt un moyen de sauvegarder l'existence d'horizons émancipateurs.

Dr. Julio Lucchesi Moraes est économiste et docteur en histoire économique par l'Université de São Paulo, Brésil. Il a été boursier postdoctoral Mitacs à l'Université du Manitoba (Groupe de Recherche sur l'Économie Géopolitique et On Screen Manitoba) et chercheur postdoctoral du Consortium canadien sur la performance et la politique dans les Amériques (CCPPA). Il a travaillé au sein de la Wa Nis Ka Tan Alliance of Hydro-Affected Communities, de Parents contre le Racism et de Federation Métisse du Manitoba. Ses domaines d'expertise tournent autour de l'économie politique de l'audiovisuel, de l'éducation aux médias, de l'inclusion numérique, la souveraineté des données et l'économie créative. Dr. Lucchesi Moraes a publié deux livres dans le domaine de l'histoire des médias et a assisté à des activités académiques lors d'événements majeurs dans le domaine, tels qu'un stage doctoral au Centre d'Histoire Culturelle des Sociétés Contemporaines, l'école d'été sur l'Économie Créative à l'Université de Kent (2011) et la XVIIe Conférence internationale sur l'économie culturelle, 2012, Kyoto, Japon. Il est professionnel de recherche et chargé de cours à l'Université de Saint Boniface.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

9h00 - 10h30

Panel : Pour le développement d'outils numériques à l'intersection des droits humains et numériques

Animation : Destiny Tchéhouali

Participant.e.s :

- **Sylvie Siyam [vir]** (Protege QV, Cameroun).
 - « Évaluation du respect des droits et libertés de l'Internet en Afrique : Les cas du Burundi, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Tchad ».

En vue de contribuer à opérationnaliser la résolution du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU du 05 Juillet 2012, qui affirme que « les droits dont jouissent les personnes hors ligne doivent également être protégés en ligne », les organisations et experts indépendants de six pays d'Afrique Sub-saharienne ayant en partage le français comme une des langues nationales (Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Sénégal, Tchad) se sont engagés, avec l'appui de l'Association pour le Progrès des Communications (APC) et sous la coordination de PROTEGE QV, à développer un outil permettant d'évaluer si les gouvernements africains prennent des mesures pour respecter, protéger et garantir les droits humains en ligne. Cet outil dénommé l'Indice Africain des Droits et Libertés de l'Internet (IADLI) a été construit dans une approche scientifique en s'adossant aux treize principes clés de la Déclaration africaine des droits et libertés de l'internet (DADLI) adoptée en 2016 par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples à Banjul (Gambie). Le calcul et l'interprétation de l'IADLI 2022 pour chacun des six pays a permis de relever l'urgence à améliorer l'environnement réglementaire, les pratiques et les capacités des acteurs concernant certains aspects des droits humains en ligne. À la lecture des résultats agrégés de la mesure de 2022 de l'Indice Africain des Droits et des Libertés de l'Internet (IADLI 2022) (sur une échelle de 0 à 1), on obtient pour le Congo (0,36) et le Tchad (0,30), valeurs en deçà de la moyenne. Les quatre autres pays (Burundi (0,54), Cameroun (0,56), Côte d'Ivoire (0,68), Sénégal (0,60)), bien qu'au-delà de la moyenne, n'atteignent pas le palier supérieur souhaité (entre 0,75 et 1). D'importantes marges de progression sont à combler pour les six pays de l'étude.

Ingénieure générale électromécanicienne, énergéticienne, Sylvie SIYAM est l'une des membres fondateurs de l'association PROTEGE QV qui œuvre entre autres pour le leadership local et la promotion des TIC pour le développement. PROTEGE QV est membre du réseau Association pour le Progrès des Communications et Sylvie est membre du Conseil d'Administration de ce réseau depuis 2017. Sylvie est experte en développement local, et a une expertise avérée dans les approches de promotion du leadership féminin et de l'égalité des genres. Elle a occupé plusieurs postes de responsabilité dans l'administration camerounaise →

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

Panel : Pour le développement d'outils numériques à l'intersection des droits humains et numériques

9h00 - 10h30

Animation : Destiny Tchéhouali

Autrice de plusieurs documents et rapports de recherche sur la situation des TIC au Cameroun et sur la protection et la promotion des droits numériques, elle a dirigé plusieurs projets et notamment, l'organisation des éditions annuelles de la célébration de la Journée du Logiciel Libre au Cameroun, la sensibilisation à l'appropriation de la Déclaration Africaine des Droits et Libertés de l'Internet, la recherche sur la contribution des télécentres communautaires polyvalents à l'enseignement secondaire rural au Cameroun, pour évaluer l'impact de l'accès public aux TIC. Elle est co-autrice depuis 2007 de l'article camerounais dans le rapport annuel Global Information Society Watch (GISWATCH). Plus récemment, elle a évalué la favorabilité du cadre légal et réglementaire du Cameroun au développement des réseaux communautaires (projet GiZ) et a coordonné une équipe de chercheurs dans six pays d'Afrique pour élaborer l'Indice Africain des Droits et des Libertés de l'Internet.

JOUR 2 - 22 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

9h00 – 10h30

Panel : Pour le développement d'outils numériques à l'intersection des droits humains et numériques

Animation : Destiny Tchéhouali

- **Ndiaga Gueye** (ASUTIC, Sénégal).
 - « Le renforcement de la protection des renseignements personnels en Afrique : une urgente nécessité ».

Cette communication vise à présenter les contextes politiques, économiques, sociaux et législatifs informant les défis de la protection des données et des renseignements personnels au Sénégal, ainsi que sur le continent africain. Elle esquissera les lignes majeures des développements et problématiques des dernières années, non seulement pour souligner les spécificités du contexte d'intervention de l'ASUTIC, mais aussi pour faire part de la variabilité, ainsi que, dans plusieurs cas, l'absence, de politiques de protection des données et des renseignements personnels à travers les frontières nationales africaines. Enfin, elle soulignera certaines spécificités : des points d'arrimage ayant le potentiel de créer de nouvelles solidarités entre continents et cultures francophones en vue de l'amélioration de la compréhension des défis relatifs à la protection des données à des échelles locales et intercontinentales.

Ingénieur en réseaux informatiques et Master en développement Web, Ndiaga Gueye a un master en sciences de l'information et de la communication et est présentement doctorant à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), au Sénégal. Il travaille sur la communication politique l'ère numérique, notamment sur le big data, les élections et la démocratie. Défenseur des droits humains à l'ère numérique, plus connus sous le nom de « droits numériques », depuis 2014, il est président de l'Association des utilisateurs des Technologies de l'Information et de la Communication (ASUTIC), qui promeut et défend les droits numériques au Sénégal et en Afrique francophone.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

Panel : Pour le développement d'outils numériques à l'intersection des droits humains et numériques

9h00 - 10h30

Animation : Destiny Tchéhouali

- **Mélissa Richard [vir]** (Ritimo, France).
 - « Le numérique, un enjeu de solidarité internationale ».

Les outils numériques prolongent et transforment nos manières d'interagir et de communiquer. Ils sont en mesure d'influencer notre perception du monde et de façonner l'organisation collective de nos sociétés. Loin de la virtualité qu'on imagine, la matérialité du numérique, de ses moyens de production et des rapports sociaux que ceux-ci impliquent en font un véritable enjeu de solidarité internationale.

Mélissa Richard est chargée d'animation numérique chez Ritimo, un organisme français de justice sociale et numérique.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux et justice sociale »

Panel : Wikipédia et les droits culturels numériques

10h45 - 12h15

Animation : AM Trépanier

Participant.e.s :

- **Émélie Rivard Boudreau [ac]** (WikiClub Croissant Boréal, Canada), **Julia Minne** (Cinémathèque québécoise, Canada) et **AM Trépanier** (Wikimédia et Cinémathèque québécoise, Canada).
 - « Coopérer pour assurer la pluralisation des savoirs sur le cinéma québécois dans l'encyclopédie francophone en ligne »

Wikimédia est un mouvement mondial visant à offrir du contenu éducatif gratuit à travers le globe. Grâce à ses projets soeurs (Wikipédia, Wikidata, Wikimédia Commons, etc.), ses chapitres et sa structure comme organisme à but non lucratif, Wikimédia cherche à « bâtir un monde dans lequel chaque être humain peut partager librement l'ensemble de toutes les connaissances » (traduction, Wikimédia). Parmi ces projets, l'encyclopédie en ligne Wikipédia est devenue l'une des plateformes les plus consultées pour accéder à de l'information de première main gratuite sur le web. Pourtant, des études ont démontré que le manque de diversité au sein des contributeur·rices (Ford et Wajcman, 2017) et les normes de notoriété établies par la communauté Wikipédia (Berson et al., 2021) marginalisent certains contenus culturels.

Regroupant des acteur·ice·s du WikiClub Croissant Boréal, de la Table de concertation interrégionale en cinéma (TaCIC) et de la Cinémathèque québécoise, ce panel présentera les stratégies de résistance numérique communes et spécifiques mises en place par nos trois organismes afin de favoriser la création de contenus sur des sujets marginalisés du cinéma québécois sur la Wikipédia francophone. Entamé au printemps 2023, ce partenariat vise plus particulièrement à favoriser l'autodétermination numérique des femmes et des communautés régionales afin d'enrichir les contenus francophones en ligne portant sur leurs cinémas et de favoriser la découvrabilité de ces derniers. Ce panel présentera les tactiques de résistances mises en place par les trois organismes dans la défense du droit de la francophonie canadienne à accéder à de l'information culturelle numérique fiable, diversifiée, de qualité, en langue française. Notre présentation mettra en évidence les bienfaits de la coopération dans les activités de résistances et de défense des droits numériques pour partager les savoir-faire acquis et favoriser l'apprentissage entre pairs. Plutôt que d'évoluer en silo, nous démontrerons comment la coopération avec des initiatives préexistantes et l'action sur le terrain permettent de donner un plus grand impact à notre démarche pour la production, la diffusion et l'accès à des contenus culturels numériques riches et diversifiés. →

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux et justice sociale »

Panel : Wikipédia et les droits culturels numériques

10h45 - 12h15

Animation : AM Trépanier

Le WikiClub Croissant Boréal a pour objectif de coordonner la rédaction et la bonification d'articles concernant le territoire du Croissant boréal, secteur géographique regroupant les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et du Nord-Est de l'Ontario francophone. Il vise à faciliter les travaux dans ce domaine pour l'ensemble des contributeur·rices, même occasionnel·les. Grâce à ses nombreuses contributions, la présence de son territoire sur Wikipédia s'est vu augmenter. La Table de concertation interrégionale en cinéma (TaCIC) fédère des acteurs régionaux des milieux cinématographique et numérique dans le but de favoriser une plus grande diversité territoriale du cinéma québécois. Avec le financement du Fonds des médias du Canada et inspirée par des initiatives comme le WikiClub Croissant boréal, elle met sur pied une stratégie de découvrabilité afin de mieux outiller ses membres et les faire rayonner. Fondée en 1963 par un collectif de cinéastes et de cinéphiles, la Cinémathèque québécoise sauvegarde le cinéma québécois et canadien, ainsi que le cinéma d'animation international. Sa mission consiste à la diffusion et à valorisation de l'art cinématographique sous toutes ses formes. Depuis 2017, la Cinémathèque documente le cinéma québécois et canadien sur les plateformes Wikimedia dans le cadre de son initiative Savoirs communs du cinéma.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux et justice sociale »

Panel : Wikipédia et les droits culturels numériques

10h45 - 12h15

Animation : AM Trépanier

- **Claudie Saulnier** (Institut national de la recherche scientifique (INRS), Canada).
 - « Pluralisation culturelle des savoirs en contexte collaboratif : exploration comparative des protocoles sur Wikipédia en français et en anglais ».

L'écosystème qui englobe les différents projets du mouvement Wikimedia (Wikipédia, Commons et Wikidata pour nommer les principaux) se veut un environnement collaboratif qui mise sur l'implication vastement bénévole de nombreux « wikipédien.ne.s » à travers le monde. Les centaines de milliers d'éditeur.trice.s de ces plateformes sont non seulement usager.gère.s et contributeur.trice.s, il.elle.s sont aussi appelé.e.s à défendre l'admissibilité de certains savoirs dans le cadre de « disputes » où se confrontent différentes visions culturelles du « savoir encyclopédique ». Dans un tel contexte, les usager.gère.s appartenant à des cultures minoritaires (spécifiquement ici les cultures franco-canadiennes et autochtones) doivent composer avec les politiques, règlements et pratiques qui soutiennent l'organisation sociale des plateformes et guident la prise de décision en cas de désaccord. Nous inscrivant dans le cadre d'un projet de recherche articulé autour de la notion de « légitimité des savoirs » et voulant mettre en lumière « les conditions de reconnaissance et de légitimation des formes d'expression culturelle minoritaires »[1] dans les environnements Wikimedia, notre communication présentera les résultats préliminaires d'une étude quantitative des « protocoles de pluralisation des savoirs »[2] qui peuvent y être observés. Ces résultats permettront d'abord de situer les structures de légitimation des savoirs en élaborant un panorama des protocoles officiels et officieux de pluralisation qui sont valorisés par la plateforme. Nous serons ensuite en mesure d'identifier certaines méthodes de contournement ou de « résistance » employés par les communautés minoritaires à l'étude, méthodes qui utilisent, manipulent et/ou transforment les protocoles déjà en place afin de procéder à l'inclusion de savoirs qui font face à des défis de légitimation.

Doctorante au programme sur mesure en études culturelles de l'INRS à Montréal et diplômée de la maîtrise en communication (profil socionumérique) de l'UQAM, Claudie Saulnier s'intéresse spécifiquement à l'étude de la présence socionumérique des artistes en arts visuels. Également chargée de cours en communication et consultante en communication numérique depuis plus de dix ans, elle a touché à tous les aspects de la diffusion de la culture en ligne.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Terrains communs : réseaux sociaux numériques et transition socio-écologique

10h45 - 12h15

Animation : Ksenia Ermoshina

Participant.e.s :

- **Jonathan Durand-Folco** (Université St-Paul, Canada).
 - « Dépasser le capitalisme algorithmique par les communs? Fédérer les résistances numériques pour construire une infrastructure technologique libre et démocratique ».

Suite à la crise financière de 2007-2008, le monde a basculé vers un nouveau stade du capitalisme basé sur l'extraction massive de données personnelles, l'hégémonie des plateformes et le développement accéléré de l'intelligence artificielle (Srnicek 2018, Zuboff 2019, Dyer-Whiteford et al. 2019). Ce « capitalisme algorithmique » contribue à l'amplification des inégalités existantes, la consolidation du pouvoir des géants du numérique, l'émergence de nouvelles formes de contrôle social, et l'exacerbation de la crise climatique, le tout via la mainmise du capital sur les données, les infrastructures technologiques, les subjectivités et les institutions politiques (Martineau et Durand Folco 2023). Heureusement, de nombreuses luttes populaires, résistances numériques alternatives socio-économiques esquissent la voie vers la construction d'une société postcapitaliste. Dans cette conférence, nous voudrions montrer que le « commun » constitue un principe politique fédérateur (Dardot et Laval 2014) permettant de lier ces diverses formes de résistances et « utopies réelles » (Wright 2017) afin de bâtir une « société des communs » plus juste, écologique et démocratique. Or, la littérature académique sur les communs dans l'univers technologique se concentre habituellement sur les « communs numériques » comme les logiciels libres, l'encyclopédie Wikipédia ou les licences Creative Commons (Benkler 2006, Coriat 2014, Fuch 2020), laissant de côté plusieurs autres pans de l'infrastructure technologique qui reste largement sous l'emprise du capital algorithmique.

Nous voudrions répondre à cette lacune en esquissant la manière dont les communs pourraient communaliser différentes sphères de l'infrastructure technologique, notamment par les fiducies d'utilité sociale de données (TIESS 2023), le coopérativisme de plateforme (Sholz 2017), les logiciels libres (Stallman 2015), les modèles algorithmiques open source (Dickson 2023), la (re)municipalisation des systèmes de télécommunications (Kishimoto et al. 202), ainsi que le municipalisme comme levier pour construire une « souveraineté technologique » basée sur les communs (Morozov & Bria 2018). Néanmoins, même une communalisation complète de l'infrastructure technologique nous laisse encore face au problème majeur de l'impact environnemental des machines algorithmiques, qui ne peuvent se multiplier et croître à l'infini (Abraham 2019). →

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Terrains communs : réseaux sociaux numériques et transition socio-écologique

10h45 - 12h15

Animation : Ksenia Ermoshina

Pour résoudre cette contradiction, nous soutiendrons la thèse selon laquelle une « société des communs » écologiquement soutenable doit nécessairement s'accompagner d'une perspective de « descente énergétique » et de « techno-sobriété » afin de bâtir un « communisme décroissant » (Saito 2023, 2024). Notre objectif consiste donc à articuler l'approche des communs et de la décroissance afin de jeter les bases d'un postcapitalisme techno-sobre, dans la lignée d'un scénario de transition socio-écologique frugal (ADEME 2023).

Jonathan Durand Folco est professeur agrégé à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère de l'Université Saint-Paul, Ottawa. Ses travaux de recherche portent sur la démocratie participative, la politique municipale, les communs, la transition écologique, le capitalisme contemporain et les impacts sociaux de l'intelligence artificielle. Il est l'auteur de nombreux livres dont *À nous la ville! Traité de municipalisme* (Écosociété, 2017), *Manuel pour changer le monde* (Lux, 2020), *Montréal en chantier: les défis d'une métropole pour le XXI^e siècle* (Écosociété, 2021), *Réinventer la démocratie : de la participation à l'intelligence collective* (PUO, 2023), *Le capital algorithmique : accumulation, pouvoir et résistance à l'ère de l'intelligence artificielle* (Écosociété, 2023).

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

Panel : Terrains communs : réseaux sociaux numériques et transition socio-écologique

10h45 - 12h15

Animation : Ksenia Ermoshina

- **Mathieu O'Neil** (Université de Canberra, Australie).
 - « Actions du Conseil Politique pour les Communs Numériques en faveur de la reconnaissance et de la soutenabilité des communs numériques ».

[Détails à venir]

Mathieu O'Neil est *professeur adjoint en communication* à l'Université de Canberra. Ses recherches sont *pluridisciplinaires, intégrant la sociologie des champs et des controverses, les méthodes de recherche en ligne, l'analyse des réseaux sociaux et les études sur le travail et les organisations*. Il a publié des livres avec Pluto et Palgrave et des articles dans *Social Networks, Information, Communication & Society, Réseaux et Organization Studies*, entre autres. Il a contribué à la fondation du *Virtual Observatory for the Study of Online Networks*, un leader mondial des sciences sociales en ligne à l'ANU en 2006, et a fondé le *Journal of Peer Production* en ligne en 2011, dans lequel il est toujours activement impliqué.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Terrains communs : réseaux sociaux numériques et transition socio-écologique

10h45 - 12h15

Animation : Ksenia Ermoshina

- **Sarah Choukah** (Université de l'Ontario Français, Canada).
 - « Repenser les réseaux sociaux numériques et la transition socio-écologique à l'aide du non-humain et du plus-qu'humain ».

[Détails à venir]

Sarah Choukah est professeure adjointe à l'Université de l'Ontario français, en études des Cultures Numériques. Elle est également initiatrice du projet TechTechTech de l'organisme montréalais Ada-X, dont l'objectif est d'entamer la transition vers des alternatives éthiques aux géants du numérique et ce, dans une perspective féministe. Ses démarches artistiques et académiques l'amènent à questionner les nouvelles formes d'inégalités émanant des rapports aux technologies numériques en les liant aux tensions déjà inscrites dans des rapports de genre et de discrimination raciale.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 1

Thématique « Droits humains internationaux et justice sociale »

Panel : Projets et initiatives en contexte autochtone francophone

13h15 - 14h45

Animation : Stéphane Couture

Participant.e.s :

- **Stephanie Egloff et Marie-Josée Condrain** (Indigenous Friends Association, Canada).
 - « L'Association d'Amis Autochtones : projets en cours et perspectives d'avenir dans la langue française ».
- **Thérèse Ottawa** (Wikipetcia Atikamekw Nehiromowin, Canada).
 - « Un Wikipédia en langue Atikamekw : possibilités et défis ».
- **Kemly Camacho** (Sula Batsu, Costa Rica).
 - « Présentation d'un projet de télécommunication communautaire pour les femmes autochtones en territoire Cabécar, Costa Rica ».

[Détails à venir]

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Les résistances numériques culturelle, légale et environnementale

13h15 - 14h45

Animation : Destiny Tchéouali

Participant.e.s :

- **Destiny Tchéhouali** (UQAM, Internet Society - Chapitre Québec, Canada) |
 - « Gouvernance des industries culturelles à l'ère numérique et enjeux de souveraineté culturelle pour les pays de l'espace francophone ».

Dans l'étude sur l'état des lieux de la découvrabilité des contenus culturels francophones sur Internet (Tchéhouali et Agbobli, 2020), il a été démontré que les pays de l'espace francophone disposent d'une très riche diversité de contenus et d'expressions culturelles et artistiques qui sont très peu présents, visibles, recommandés et accessibles sur la Toile, malgré les multiples canaux de diffusion et de distribution numériques existants et malgré la forte appétence des francophones pour ces contenus nationaux/locaux. À l'heure où le nombre de francophones continue de croître de manière significative (projection de 700 millions d'ici 2050), la promotion et la valorisation de la langue française sont essentielles pour permettre aux peuples francophones de tirer un meilleur parti d'une mondialisation, caractérisée par des flux culturels transcendant les frontières et rappelant la menace d'une uniformisation linguistique. Plusieurs auteurs ont démontré dans leurs divers travaux que la concentration de l'offre culturelle globale, due à un phénomène récent de « plateformisation des industries culturelles », soulève des enjeux et défis normatifs de régulation et d'encadrement des activités des plateformes numériques au regard des objectifs de promotion et de protection de la diversité culturelle (Srnicek, 2016 ; Brousseau, Pénard, 2017 ; Beuscart, Flichy, 2018 ; Bouquillion et Moreau, 2019 ; Bullich et Schmitt, 2019 ; Casilli et Gutiérrez, 2019 ; Vlassis, Rioux, Tchéhouali, 2020). Notre présentation portera sur les enjeux entourant les questions d'accessibilité et de découvrabilité des contenus culturels francophones sur les plateformes de distribution et de diffusion numériques mondiales au regard des réformes des cadres réglementaires et de l'adaptation des politiques publiques nationales par rapport aux nouveaux vecteurs d'un impérialisme culturel 2.0 incarné par les GAFAM.

Professeur et chercheur en communication internationale au Département de Communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Destiny Tchéhouali s'intéresse aux questions d'inclusion numérique, de gouvernance internationale d'Internet, de communication internationale, ainsi qu'aux impacts des technologies numériques sur la diversité culturelle et linguistique. Ses compétences et connaissances académiques acquises tout au long de son parcours professionnel auprès d'organismes tels que l'Organisation internationale de la francophonie, l'UNESCO, et le chapitre québécois de l'Internet Society permettront d'offrir des exemples concrets d'enjeux et d'impacts des droits numériques sur la scène mondiale.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littérature numérique »

Panel : Les résistances numériques culturelle, légale et environnementale

13h15 - 14h45

Animation : Destiny Tchéouali

- **Samuel Lamoureux (TÉLUQ) et Gabrielle Brassard-Lecours** (Université Concordia, Canada).
 - « Quand des journalistes pigistes s'organisent pour défendre leurs conditions de travail : retour sur la campagne numérique Pigistes au front ».

Cette communication vise à analyser la campagne numérique Pigistes au front lancée par l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) et la Fédération nationale des communications et de la culture (FNCC) à l'hiver 2022-2023. La campagne s'est faite sur deux fronts : d'abord, la diffusion des faits saillants d'un sondage sur les conditions de travail des pigistes effectué à l'automne 2022. Puis, la diffusion d'une lettre ouverte d'une quarantaine de pigistes du Devoir pour illustrer concrètement les conditions inacceptables dans lesquels ils travaillent.

Dans notre communication, Gabrielle Brassard-Lecours, ancienne présidente de l'AJIQ et chargée de cours à Concordia, reviendra d'abord sur les coulisses de la préparation de la campagne. S'inspirant d'une démarche auto-ethnographique, celle-ci relatara les épisodes stratégiques les plus importants ayant mené au lancement de la campagne, comme la concertation avec le groupe de pigistes du Devoir sur les stratégies à adopter, les nombreuses rencontres pour déterminer les étapes de la campagne, ainsi que les impacts médiatiques et autres communications (articles, entrevues, etc) en résultant. Elle détaillera également la concertation stratégique effectuée entre l'AJIQ et la FNCC.

Dans une deuxième partie, Samuel Lamoureux, chercheur postdoctoral à l'Université de Montréal, analysera le déploiement de la campagne sur les réseaux socionumériques grâce à une méthodologie inspirée par l'ethnographie en ligne. Selon lui la mobilisation a réussi car elle répondait à un désir de changement déjà présent dans la subjectivité des journalistes pigistes souffrants; mais aussi car les pigistes l'ont préparé dans des lieux liminaux préservés du regard de leurs supérieurs; et finalement parce que certains d'entre eux ont incarné cette campagne communicationnelle dans les réseaux socionumériques en sortant de l'anonymat – impactant du même coup la valeur immatérielle (actifs intangibles) des médias visés. →

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

Panel : Les résistances numériques culturelle, légale et environnementale

13h15 - 14h45

Animation : Destiny Tchéouali

Samuel Lamoureux est chercheur postdoctoral à l'Université de Montréal et professeur à temps partiel en journalisme à l'Université d'Ottawa. Sa thèse de doctorat, qu'il a soutenue en juin 2023, portait sur les conditions de travail et la souffrance au travail des journalistes. Ses travaux ont été publiés dans de nombreuses revues scientifiques, dont Les Cahiers du journalisme, Réseaux ou Communication.

Gabrielle Brassard-Lecours est journaliste et chargée de cours à Concordia. Détentrice d'une maîtrise en journalisme international, elle a notamment été rédactrice en chef adjointe du magazine Kaléidoscope, a travaillé à Radio-Canada et dans différents journaux de Transcontinental, en plus d'écrire à titre indépendant pour plusieurs publications dont Le Devoir, Protégez-Vous, La Gazette des femmes, l'Agence Science-Presse et plusieurs autres.

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Session 2

Thématique : « Technologies alternatives et littératie numérique »

Panel : Les résistances numériques culturelle, légale et environnementale

13h15 - 14h45

Animation : Destiny Tchéouali

- **Myriam Lavoie-Moore** (Université Saint-Paul, Canada).
 - « Réticences et inquiétudes face à la modification de la loi québécoise sur les renseignements de santé dans le contexte de l'essor de l'industrie des données »

Les données contrôlées par les institutions publiques sont l'objet d'un intérêt accru dans le cadre des politiques industrielles visant à faciliter le développement de l'intelligence artificielle. Au printemps 2023, un projet de loi (PL3) a été adopté en vue de faciliter l'accès aux données de santé détenues par les organisations du système de santé et de services sociaux. Essentiellement, la nouvelle loi permet de centraliser les données et facilite l'accès à de grandes quantités de données en levant certaines permissions relatives au consentement des personnes concernées et en permettant l'accès à des acteurs privés. En étudiant les intérêts relatifs à ce changement législatif, j'ai constaté que, dans le cadre de la commission parlementaire, plusieurs groupes sociaux ont émis des réticences ou ont formulé des inquiétudes très concrètes quant aux risques de ces modifications sur la relation de soins. La relation de confiance essentielle à certains types de traitement et de relations d'aide est mise à mal par la menace que la loi impose sur le principe du secret professionnel et par le retrait du principe du consentement explicite. Néanmoins, aucune modification n'a été apportée pour résoudre les problèmes soulevés par les groupes professionnels de même que par les groupes de défense des droits de la personne. Alors que les données de santé sont considérées parmi les données les plus sensibles et que des transformations législatives similaires soulèvent des débats importants en Grande-Bretagne, ces modifications ont été à peine discutées dans l'espace public québécois. Cette communication est l'occasion de réfléchir aux moyens de résistances possibles aux limites potentielles du droit d'accès aux soins et aux services sociaux (particulièrement pour les populations marginalisées et les soins ayant des implications politiques) imposées par le dogme économique sous-tendant les politiques d'ouverture des données.

Myriam Lavoie-Moore est professeure adjointe à l'Université Saint-Paul. Elle est aussi chercheuse affiliée à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).

JOUR 3 - 23 MAI 2024

Atelier

**Atelier : Duper, subvertir, désactiver des
dispositifs numériques de façon malicieuse et
créative**

15h00 - 16h30

Animation : Benjamin Cadon (Le Labomédia, France)

Entre art et activisme, propositions pour mettre des petits et gros grains
de sables dans nos machineries numériques !

JOUR 3 - 23 MAI 2024

**Conférence de fermeture :
De la résistance à la souveraineté
technologique**

16h45 - 18h00

Conférencière : Alexandra Haché

JOUR 4 - 24 MAI 2024

**Séances de travail /
journée d'étude : quelles concertations
futures?**

9h00 - 13h00

Animation : Sophie Toupin et Stéphane Couture

Séances de travail interactives avec pour objectif de voir de discuter des suites à donner à ces rencontres et des collaborations possibles. Nous invitons en particulier les intervenant·e·s à participer à ces rencontres !